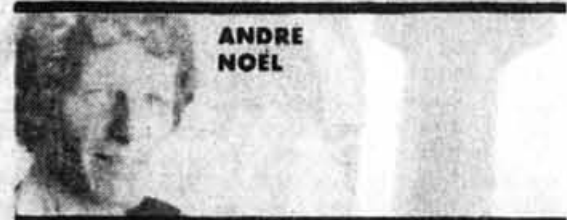


L'HEURE DU CHOIX



CLAUDE DUPRAS: Déjà un premier rendez-vous comme maire

ANDRÉ
NOËL

■ En prévision d'une victoire demain, le candidat du Parti civique à la mairie, Claude Dupras, a déjà pris un premier rendez-vous, le mardi 18 novembre, avec la Chambre de commerce de Montréal.

« Je vais faire un discours sur le climat d'entreprise à Montréal, a-t-il déclaré à LA PRESSE au cours d'une entrevue cette semaine. C'est important que les gens qui veulent venir investir ici sachent l'ouverture que j'ai face à eux. »

Améliorer les services sans augmenter les taxes: tel est le principal défi que se donnera M. Dupras. Pour le relever, il n'y a pas 56 façons, explique-t-il: la ville doit augmenter ses revenus en assurant la croissance économique.

Déjà le boom de la construction dans le centre-ville — pour environ \$1 milliard — va rapporter d'ici peu quelque \$50 millions de plus par année dans les coffres de la ville, fait-il remarquer.

À elle seule, cette augmentation va permettre à la ville de ne pas du tout augmenter les revenus des autres taxes foncières, affirme M. Dupras. Selon lui, ces revenus supplémentaires couvriront la hausse des coûts provoquée par l'inflation.

C'est pourquoi M. Dupras propose de diminuer le taux de taxation de

13,6 p. cent, afin d'annuler la hausse du rôle d'évaluation de 13,6 p. cent.

Par comparaison, le RCM propose de diminuer « de façon sensible » le taux de taxation, d'éliminer la taxe d'eau et d'instaurer des taux de taxe variable pour les industries, les commerces et les résidences.

« Il y a un climat d'entreprise à Montréal, souligne M. Dupras. C'est délicat, c'est fragile. On a vécu un arrêt pendant quelques années, à cause de la politique. Pendant ce temps là, des villes comme Boston et Toronto ont connu une expansion extraordinaire. Il ne faut pas mettre le nouveau climat en péril.

« Un homme d'affaires qui veut investir, il attend, il veut voir dans quelle sorte de terre il va mettre sa semence, pour voir si elle va pousser. Si le sol est aride, s'il n'y a pas de pluie qui s'en vient, il n'ira pas. »

Le programme, l'orientation et les origines du RCM inquiètent beaucoup les milieux d'affaires, poursuit M. Dupras.

« Le programme du RCM, c'est un programme axé sur un groupe, qui veut éliminer la libre entreprise, qui veut grossir le gouvernement municipal, qui veut donner de l'importance aux valeurs qu'on avait en 1970, qui veut régler les problèmes par toutes sortes de structures administratives.

« Treize fois dans son programme, le RCM parle de taxer l'industrie et le commerce. C'est la solution pour lui. C'est un programme radical et doctrinaire. »

voir DUPRAS en B 6



JEAN DORÉ: Le RCM n'est pas une horde de barbares

MARIANE
FAVREAU

■ « Le RCM, ce n'est pas des hordes de barbares qui vont envahir l'hôtel de ville! »

Fatigue de fin de campagne? Impatience du politicien à la veille du scrutin? On ne saurait le dire. Toujours est-il que Jean Doré abandonne, quand on aborde certaines questions, le calme technocratique qui le caractérisait depuis le début de la campagne.

Il se montre catégorique sur le financement de son parti, il se défend de la distance qui peut exister entre le programme de son parti et ses engagements électoraux, il hausse le ton pour affirmer que le milieu des affaires ne craint pas une élection du RCM à Montréal.

« Qu'on me nomme des gens du milieu des affaires qui pensent, honnêtement, qu'on n'est pas capable, qu'on n'a pas une vision claire de là où on s'en va, du point de vue économique », a-t-il rétorqué au cours de l'entrevue accordée à LA PRESSE, lorsqu'on l'a interrogé sur les critiques de ses adversaires à ce sujet.

« Qui pense que le milieu des affaires est vraiment atterré, apeuré et que ces gens-là se cachent dans leurs bureaux de crainte qu'on soit élu? » a-t-il ajouté.

« Le RCM, ce n'est pas des hordes de barbares qui vont envahir l'hôtel

de ville! Ce sont des gens responsables, qui ont fait leurs devoirs, qui connaissent la réalité économique de Montréal. Qui ont fait leurs contacts avec les gens d'affaires. On est capable de leur parler et de les écouter. »

Jean Doré cite quelques noms, à l'appui de ses affirmations: il parle de projets éventuels avec la Chambre de Commerce ou le Board of Trade, et rapproche au Parti civique de n'avoir jamais vraiment engagé le dialogue avec ce milieu sur les stratégies de développement pour Montréal.

Le chef du RCM défend avec la même ardeur son intérêt pour l'octroi du contrat des CF-18 à Canadair et celui des frégates à Montréal. Il ne voit là aucune contradiction avec le programme de son parti qui dit qu'une administration RCM « empêcherait l'établissement à Montréal » d'industrie de production militaire.

« Un programme politique, on lit pas ça à la ligne en disant ah, c'est marqué « empêcher », on va mettre des barrières autour de Montréal », réplique Jean Doré.

« Ce qu'il faut comprendre, ce qui est clair », commence-t-il en utilisant ses expressions favorites, c'est qu'une « stratégie de développement à long terme basée sur l'industrie de la mort n'est pas rentable. C'est moins productif que d'autres en termes de création d'emplois et d'effets d'entraînement... On s'inscrit donc dans une démarche à long terme pour faire cesser cet épouvantable gaspillage à l'échelle planétaire... On ne souhaite pas que la base industrielle de Montréal

voir DORÉ en B 6

Le prochain maire des Montréalais

À la veille des élections municipales, il semble que la population montréalaise ait choisi de couper avec le passé et de faire confiance à un chef qui fut l'adversaire de celui qu'elle a pourtant vénéré. Claude Dupras, dauphin de Jean Drapeau, n'a pas su convaincre les Montréalais qu'il possédait tout ce qu'il fallait pour, en même temps, conserver l'image d'un passé glorieux et représenter l'espoir d'une ère nouvelle.

M. Dupras a pourtant manifesté plusieurs qualités importantes. Sa relation avec les personnes était séduisante et convaincante, sa détermination, impressionnante. Son engagement politique antérieur pouvait lui servir, comme son expérience professionnelle et son comportement social. Il aurait pu, aussi, montrer qu'il possédait les attributs de leader nécessaires à un poste comme celui de maire de Montréal: coincé entre la banlieue, la Communauté urbaine et le gouvernement du Québec, le maire doit s'imposer avec souplesse et fermeté.

M. Dupras n'a pas eu le temps de susciter ce leadership. Il est arrivé tard dans le débat. Comme personne, ou presque, ne le connaissait, il lui fallait, très rapidement, s'imposer auprès du Parti civique, animer une réflexion sur un programme, former une équipe nouvelle et convaincre la population. Il n'a évidemment pas su réaliser ce projet. Pour remporter la victoire demain, il lui faudrait un adversaire de petit calibre.

Or, depuis quelques mois, M. Jean Doré a su faire la preuve qu'il possédait plusieurs qualités essentielles à la fonction de maire. Intellectuellement structuré, il s'exprime avec une clarté remarquable. Il sait toucher ceux qu'il rencontre autant par l'autorité de sa parole que par la chaleur de sa présence. Son programme répond à plusieurs attentes des Montréalais. Et son engagement politique, au sein du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal, s'il laisse parfois songeur par la démarche courbe et par son agressivité grinçante, révèle sans aucun doute les grandes possibilités de l'homme.

Possibilités tellement réelles qu'il a su transformer radicalement le programme du RCM sans créer de révolte de palais dans un milieu qui aime pourtant la discussion ouverte. Ce qui fait que le RCM présente une image fort distincte de celle de ses origines. Et qu'on ne sait plus très bien si Jean Doré s'est transformé ou s'est adapté, s'il appartient encore à ses engagements politiques d'hier ou s'il croit fermement dans ses options d'aujourd'hui; s'il est libre face à certains appuis de groupes et de personnes qui ne poursuivent pas les objectifs sociaux de l'ensemble des Montréalais; s'il peut réaliser l'épanouissement économique dont Montréal a encore besoin pour survivre ou s'il devra sacrifier à une idéologie minoritaire.

Il est souhaitable que Jean Doré soit vraiment celui qu'il paraît être aujourd'hui. À celui-là, on peut faire confiance et on peut l'appuyer dans sa volonté de servir Montréal. Il aura bien le temps de prouver qu'il mérite cette confiance et de s'imposer à un public qui saura le suivre avec autant d'exigence que de sympathie.

Jean-Guy DUBUC

Du nouveau à l'éditorial

Pierre Vennat, journaliste à LA PRESSE depuis 28 ans, s'ajoute à l'équipe éditoriale. Sa vaste expérience en divers secteurs en tant que reporter, chroniqueur et analyste, en plus de la crédibilité qu'il s'est créée dans divers milieux, nous seront précieuses. Il remplace Jacques Bouchard, récemment nommé directeur des communications à la Délégation générale du Québec à Paris.

J.-G. D.

Le terrorisme du prêche aux actes

Il y a beaucoup plus d'ombres que de clartés dans les révélations relatives à des tractations, marchandages et missions secrètes d'ambassadeurs à Téhéran pour obtenir la libération d'otages américains détenus au Liban. Les questions se sont faites insistantes depuis la libération toute récente de l'Américain David P. Jacobsen, après 17 mois de captivité. Comment Jacobsen et deux autres de ses compatriotes avant lui ont-ils été rendus à la liberté?

On se rappelle sans doute le raid américain d'avril dernier sur Tripoli. Il s'agissait de punir le Libyen Kadhafi, tenu pour le principal agent du terrorisme dans le monde. Dans des milieux particulièrement lucides, on s'était étonné, dès l'attaque américaine, que la Libye fût traitée avec tant de sévérité, pendant qu'une relative discrétion entourait les complots de l'Iran et de la Syrie.

Aujourd'hui, on comprend mieux cette retenue, s'il est vrai que Washington, avec le concours actif d'Israël, mène secrètement et depuis de longs mois des négociations avec l'Iran, dans l'espoir que le régime de Khomeiny use de son influence auprès de ses disciples libanais pour faciliter la libération des otages.

N'était-il pas tenu pour dogme immuable qu'on ne négocie jamais avec des terroristes? Et, faut-il supposer que, pendant qu'on donne avec énergie de la voix pour dénoncer le terrorisme, on négocie dans la coulisse? «Nous ne négocions pas, nous ne cédon pas à des exigences», répond un porte-parole de l'administration Reagan, nous acceptons de parler. Pour des raisons humanitaires, il va sans dire, puis-que des vies sont en jeu.

Les mollas de Téhéran, eux, ne sont pas particulièrement sensibles aux considérations humanitaires. Mais, engagés dans une guerre à finir avec l'Irak, ils ont un besoin pressant d'argent et d'armement. À la fois pour gagner la guerre et pour maintenir l'un des régimes les plus sanguinaires de l'histoire contemporaine. La morale à laquelle les démocrates proclament leur attachement ne risque-t-elle pas de souffrir de ces marchandages avec le diable?

Il se trouve, en outre, que, depuis 1979, les États-Unis ont imposé un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran. L'immoralité suprême ne consiste-t-elle pas à proclamer une loi ou un règlement, pour s'en faire ensuite les premiers violeurs?

La situation de la France n'est guère plus confortable. Elle cherche des accommodements avec l'Iran et ménage la Syrie, dans la pensée que ces deux pays pourront obtenir la libération de 8 citoyens français pris en otages au Liban.

La France s'explique, en faisant valoir qu'il s'agit de définir une politique nouvelle pour l'ensemble du Moyen-Orient. Le fait est, d'ailleurs, que, depuis quelques semaines, le terrorisme fait moins de ravages à Paris et que le contingent français de la FINUL est moins régulièrement attaqué au Liban.

Comment, pourtant, ne pas trouver juste le propos de M. Louis Mermaz (ancien président de l'Assemblée nationale) déplorant que rododromades (contre le terrorisme) et arrangements successifs «affectent la position française, provoquent la montée des surenchères, risquent de nous livrer à d'autres chantages et, finalement, font peser de nouvelles menaces sur les Français à travers le monde»?

Nous sommes beaucoup plus engagés dans une guerre idéologique que nous ne le pensons. «À la guerre il y a des questions qui ne se posent pas.» Quand on s'enhardit à les poser on se rend vite compte qu'on écrit un conte immoral.

Guy CORMIER



Droits réservés



Marcel Adam

Quand Pelletier présidait au renouveau de LA PRESSE

Après René Lévesque qui publiait ses mémoires il y a une couple de semaines, Gérard Pelletier lançait quelques jours plus tard (chez Stanke) le second tome de ses mémoires sous le titre *Le temps des choix*, qui couvre la période 1960-1968.

Tout le monde sait le rôle moteur joué par René Lévesque dans la modernisation et la reprise en main du Québec par le gouvernement Lesage. Mais beaucoup chez les moins de cinquante ans ignorent que M. Pelletier, comme membre de l'équipe de la revue *Cité libre*, mais surtout comme animateur d'émissions d'affaires publiques à Radio-Canada, a considérablement contribué, durant les années 50, à préparer les esprits aux changements qui allaient se produire au début de la décennie suivante.

Une contribution qui n'allait pas être moins importante, de 1961 à 1965, en tant que rédacteur en chef de LA PRESSE: grâce à lui celle-ci fit sa large part pour que s'accomplissent les réformes tant attendues.

Il était prévisible que M. Pelletier s'étendrait longuement (quatre chapitres) sur son passage à LA PRESSE, comme rédacteur en chef (de 1961 à 1965).

J'étais déjà de la maison depuis près de trois ans quand est arrivé M. Pelletier. Jusqu'à la grève de 1964, son règne fut extrêmement stimulant. Ce

n'était pas l'exaltation enivrante que nous avions éprouvée sous Jean-Louis Gagnon, lui qui avait fait sortir le journal de sa grisaille pour en faire un organe d'information moderne, vivant et hautement professionnel. Dans un climat passionnant, Gérard Pelletier poursuivait dans cette voie et, en raffermissant sa crédibilité, il fit en sorte que LA PRESSE ne puisse plus jamais être inférieure au modèle qu'elle fut pour la grande presse d'information du Québec durant cet âge d'or.

Mais après la longue grève de 64, M. Pelletier avait perdu la confiance de la rédaction et de la haute direction (LA PRESSE appartenait alors à la famille Berthiaume). Quelques mois après la rentrée, il était congédié cavalierement. M. Pelletier explique ainsi son renvoi:

«Les dix derniers mois n'ont pas été faciles. Sept mois d'une grève absurde au cours de laquelle je me suis trouvé coincé entre une administration en état de siège et un syndicat de journalistes livré à ses démons intérieurs. J'ai vécu l'épisode dans un sentiment d'impuissance totale. J'étais écarté des négociations, étranger aux décisions des administrateurs comme à celles des journalistes. Position classique du cadre assis entre deux chaises.»

Cette situation s'explique par le fait que, dès son entrée, M. Pelletier avait exigé qu'il y ait

une nette démarcation entre la rédaction et l'administration. Il n'interviendrait pas dans les plate-bandes de l'administration et celle-ci laisserait entière l'autonomie au niveau de la rédaction.

Lorsque survint le conflit, la direction maintint à l'écart des négociations celui qu'elle soupçonnait d'avoir plus d'affinités avec les grévistes qu'avec elle, cependant que les journalistes, le croyant aussi, ne comprennent qu'il ne prit pas ouvertement leur parti dans un conflit où ils croyaient que l'indépendance de la rédaction était en cause.

M. Pelletier ne pouvait que faire les frais d'un malentendu aussi profond.

Vingt ans plus tard il devait apprendre d'un ancien administrateur qu'il était en sursis depuis l'année même de son entrée à LA PRESSE, à cause de l'orientation qu'il avait donnée au journal. Pour ma part, j'avais appris en 1965 de Jean Drapeau qui prétendait tenir de la direction que celle-ci se débarrasserait de Gérard Pelletier, n'était-ce la crainte que les journalistes descendent dans la rue.

Il faut dire que cette année-là il s'était produit un incident sérieux dont ne souffle mot M. Pelletier dans ses mémoires.

Des la chute du gouvernement Diefenbaker, en février, il avait immédiatement pris posi-

tion en éditorial pour le NPD. C'était un changement de cap radical de la part d'un journal qui, depuis bien longtemps, ne faisait pas mystère de ses sympathies libérales. Peu de temps après, lorsque apparut en page éditoriale la notice suivante: «Les éditoriaux de LA PRESSE étant signés, ils expriment les opinions de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des membres du conseil d'administration», on interpréta ce geste comme un désaveu. Et dans la salle de rédaction on commença à s'attendre au pire, qui survint deux ans plus tard, après le conflit qui avait ruiné les rapports, entre M. Pelletier et les journalistes.

Rares sont les journalistes de LA PRESSE témoins de cette époque qui ne considèrent pas que, par cet éditorial, M. Pelletier avait signé son arrêt de mort.

Comme ce serait le cas d'ailleurs dans tout journal où un rédacteur en chef ou un éditorialiste en chef prendrait *motu proprio* une position contraire aux vues de la direction en une matière très importante et sans même consulter celle-ci.

M. Pelletier voulut pousser au maximum la marge de liberté de la rédaction par rapport à la direction. En l'outrepassant lui-même, il s'est perdu. Mais il l'aura si bien consolidée qu'après vingt ans LA PRESSE continue d'en tirer les dividendes.

LECTURES

Les nouvelles familles

En 1975, David Cooper faisait parler de lui en lançant au Seuil son ouvrage sur la Mort de la famille.

PIERRE VENNAT

Plus modestement, à même toute une série d'enquêtes psychologiques qu'il a menées, Pierre Gauthier, professeur titulaire à l'École de psycho-éducation de l'Université de Montréal, affirme que la famille québécoise a changé d'aspect, mais qu'elle est toujours vivante.

Que la famille québécoise ait changé de visage, voilà qui ne surprendra pas l'observateur averti. L'ancien gouvernement n'avait-il pas, d'ailleurs, sous la présidence de Maurice Champagne-Gilbert, créé une commission chargée de se pencher sur le phénomène?

De toute façon, les chiffres ne mentent pas: — les familles monoparentales sont passées, au cours de la dernière décennie, de 10 à 20 p. cent du total des familles québécoises; — le nombre des mariages of-

ficiels diminue, tandis que le nombre des unions de fait augmente: en 1971, elles représentaient 10 p. cent de toutes les unions, tandis qu'en 1981, cette proportion est passée à 20 p. cent. De la même façon, le pourcentage des hommes et des femmes célibataires, ce qui inclut «les personnes vivant en union de fait, ou formant des familles monoparentales», augmente constamment;

— le nombre des remariages s'est effectivement accru considérablement depuis une décennie. À la fin des années 70, le pourcentage des hommes divorcés remariés s'établissait à 45 p. cent, tandis que celui des femmes divorcées remariées atteignait 40 p. cent;

— de 1951 à 1981, la natalité a évolué d'une moyenne de 3,84 enfants à 1,57 enfant par femme en âge d'enfanter. Autrement dit, la plupart des familles du Québec ne comptent qu'un ou deux enfants;

— les phénomènes observés touchent le Québec mais aussi l'ensemble du continent nord-américain. Aux États-Unis, la

croissance des familles monoparentales est 20 fois plus rapide que celle des familles biparentales. Et on prévoit qu'en 1990, les familles reconstituées et les familles monoparentales seront plus nombreuses que les familles biologiques biparentales.

Face à tous ces chiffres, et aux nombreuses entrevues qu'il a effectuées, Pierre Gauthier affirme que la famille n'est pas morte: elle a tout simplement changé de visage.

«L'institution familiale des années 80 revêt une grande diversité de formes: elle peut être traditionnelle, monoparentale ou reconstituée.

«Ce foisonnement de formes de la famille contemporaine, loin d'en sonner le glas, témoigne de sa souplesse et de son adaptabilité. Elle est trop utile pour passer de mode. Toutefois, les transformations qu'elle subit s'accompagnent et entraînent en retour de profondes mutations dans la vie des enfants et des adultes.»

Gauthier décrit en long et en large plusieurs de ces mutations, souvent douloureuses, chez jeunes et adultes.»

Les femmes refusent de plus en plus d'être économiquement dépendantes de leur mari ou compagnon; à preuve leur participation sans cesse croissante au marché du travail. Parallèlement, certains hommes de la nouvelle génération adulte, malheureusement trop nombreux, refusent de n'être que des agents économiques et s'intéressent activement à leur propre vie émotionnelle comme à celle de leurs proches, ce qui implique de consacrer une partie substantielle de leur temps avec leurs enfants.

«De façon générale, conclut toutefois l'auteur, la dimension éducative du rôle paternel reste à découvrir. Presque tous les pères de famille sont des sources très importantes de support économique pour leur épouse et leurs enfants, mais seulement un petit nombre d'entre eux assume à part entière le rôle d'éducateur.»

Mais la famille, traditionnelle ou nouvelle, est toujours là!

Les nouvelles familles, Pierre Gauthier, Éditions Saint-Martin, 135 pages.

SAMEDI PLUS



Les conservateurs chantent le nouvel hymne national : « O CANADAIR »



MAURICE JANNARD

de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Au lendemain du choix de Canadair pour effectuer le contrat des CF-18, les députés et ministres conservateurs du Québec ont reçu plusieurs témoignages d'approbation de la part des citoyens de la province.

Participant à une réunion de 1 200 bénévoles dans son comté, le député de LaSalle, Claude Lanthier, a eu droit à une ovation pour la décision « courageuse » du gouvernement. Remerciant son auditoire, M. Lanthier a proposé, à la blague, que l'hymne national devienne, pour une semaine, « O Canadair ».

Mais, il n'y a pas que dans la région de Montréal où les élus conservateurs ont été félicités. Le député de Témiscamingue, Gabriel Desjardins, a reçu de nombreux appuis, le week-end dernier, lors d'une tournée dans sa circonscription. Des gens l'ont accosté dans la rue pour exprimer leur satisfaction.

Ces témoignages l'ont surpris : « Je ne m'attendais pas à ce que les gens d'une région éloignée manifestent autant leur approbation ».

Le PC avait besoin de redorer son blason au Québec et ses stratèges comptent bien sur l'effet du CF-18 pour remonter dans l'estime de la population, après la controverse suscitée par la fermeture de la raffinerie Gulf.

Le ministre politique responsable du Québec, Marcel Masse, a nié cette semaine tout lien entre la fermeture de Gulf et le contrat à Canadair. M. Masse a admis toutefois que les sondages réalisés au Québec, en début d'année, étaient désastreux pour son parti.

Le remaniement du cabinet en juin dernier, qui a vu plusieurs élus du Québec obtenir des portefeuilles économiques importants, a eu pour but de refaire cette image. La décision sur Canadair s'inscrit aussi dans cette ligne.

Du côté de l'opposition, la réaction est plutôt mitigée. Il ne pouvait en être autrement, coïncé comme peuvent l'être libéraux et néo-démocrates entre leur désir de s'imposer à l'Ouest sans déplaire au Québec.

Les néo-démocrates ont eu des problèmes à se brancher. La première réaction de leur leader, Ed Broadbent, était plutôt favorable à Canadair. Mais le parti a ensuite fortement critiqué Brian Mulroney pour la façon dont le contrat a été accordé. Le NPD tente de faire une percée au Québec, mais sa base est à l'Ouest.

Et quand le premier ministre du Manitoba, le néo-démocrate Howard Pawley, a reproché à M. Broadbent de ne pas défendre assez fortement sa région, on a vu ce dernier changer d'attitude radicalement. Dès le lendemain, il réclamait une enquête poussée du vérificateur général sur l'attribution du contrat. Celui-ci a rejeté catégoriquement la requête, disant qu'il n'avait pas le mandat de se mêler d'une controverse politique. M. Dye fera enquête dans le cours normal de ses fonctions et ses conclusions seront connues dans son prochain rapport annuel, en octobre 1987.

Le cabinet Mulroney doit se préoccuper dans le moment des retombées négatives au Manitoba. Howard Pawley est en guerre ouverte contre Brian Mulroney et l'avenir politique du ministre conservateur Jake Epp n'est pas brillant. Le PC détient neuf des quatorze sièges dans cette province. Bien peu, disent les malins, comparé aux 75 comtés québécois, pour expliquer le choix final d'Ottawa en faveur de Canadair. Un chroniqueur anglophone a dit d'une façon cynique que le Québec était « une maîtresse exigeante ».

Par contre, Brian Mulroney semble avoir obtenu l'appui des ministres influents de l'Ontario dans cette bataille. Un quotidien torontois a rapporté cette semaine que l'éminence grise du gouvernement, Dalton

Camp, a joué un rôle important en faveur de Canadair. Camp, un vieux routier de la politique, était là, il y a 25 ans, quand le gouvernement Dieffenbaker a mis fin au programme Arrow, avion de chasse qui était construit entièrement au Canada. La fin du Arrow a signifié la perte de 14 000 emplois. Des milliers d'ingénieurs et de techniciens canadiens ont pris le chemin des États-Unis et de l'Angleterre.

Dalton Camp a fait valoir que Canadair était le plus important constructeur d'avions au pays et qu'elle était sous contrôle canadien. Cet argument, selon le journal anglophone, a fait réfléchir beaucoup de ministres ontariens.

Heureusement aussi pour Brian Mulroney que M. Pawley est isolé dans l'Ouest. Grant Devine de la Saskatchewan trouve qu'Ottawa défend bien les intérêts des cultivateurs des Prairies. De leur côté, les politiciens de l'Alberta sont fiers de dire qu'une compagnie d'Edmonton, Northwest Industries, fait partie du consortium gagnant.

Au Québec, les conservateurs savourent leur victoire pleinement, même si les députés ont reçu la consigne de manifester discrètement. Les troupes de Brian Mulroney sont confiantes cette fois-ci qu'elles viennent de faire tourner le vent en leur faveur. Les premières réactions semblent confirmer cet espoir.



Lysiane Gagnon

Pollution postale

Retour à Montréal après quatre mois d'absence. Les garde-robes sentent la boule à mites mais les plantes sont épanouies : mes plantes, faut-il dire, ne sont jamais plus heureuses que lorsqu'elles échappent à mes soins et que quelqu'un d'autre que moi s'en occupe.

Retour à la maison : le courrier a été régulièrement prélevé mais la boîte aux lettres déborde. Qu'y a-t-il dans la boîte aux lettres ? Des comptes, évidemment, et surtout cette plaie polluante dont seule une grève aux Postes peut nous débarrasser à l'occasion, la publicité non-solicitée.

En faisant le tri, je m'aperçois que le tiers environ de la masse polluante est constituée d'un faux journal aussi superflu qu'encombrant, qui revient chaque semaine avec une désespérante régularité, se démarquant par ses dimensions des dépliantes et papiers ordinaires, et que les facteurs doivent être bien *tan-tan* d'enfoncer de force dans les malheureuses boîtes de métal. C'est « La Circulaire », un gros tabloid de 24 pages qui n'a même pas l'honnêteté d'identifier son propriétaire et se donne des airs de « journal », avec articles signés et éditorial, et qui en plus a le culot de s'intituler « le plus grand hebdomadaire d'information alimentaire en Amérique ». (C'est sans doute vrai, remarquez, car il ne doit pas y avoir tellement de commerçants assez bêtes pour s'aliéner les consommateurs en les harcelant à la maison avec du matériel aussi encombrant. Je plains les gens qui habitent des maisons unifamiliales : s'ils s'absentent plus de deux ou trois jours, ce sont des publications comme celles-ci, amoncelées sur le perron à la vue des passants, qui constituent la meilleure invitation au cambriolage !)

J'ai évidemment jeté l'un après l'autre tous les numéros du volume un de « La Circulaire » sans même les regarder, comme je fais d'ailleurs avec tout le matériel publicitaire qu'on m'impose via le facteur. Je ne voulais même pas savoir d'où ça venait.

Je l'ai appris peu de temps après avoir mis à la poubelle ces kilos de papiers inutiles, en feuilletant le journal de la Fédération professionnelle des journalistes, pauvre petite feuille qui a réussi à se nichier dans mon courrier, entre les dépliantes d'Eaton, les publicités de pizzerias et la Circulaire : ce tabloid contre lequel je pestais est une gracieuse et... Proviso.

Proviso, of course ! J'aurais dû m'en douter. Proviso est comme Dieu dans le petit catholicisme. Proviso est omniprésent. Proviso est partout. Il n'y a que Lavalin qui puisse lui faire concurrence. (Tout le monde, en effet, a travaillé, travaillé ou travaillera pour Lavalin. Lavalin est partout et dans tout, rafle tous les contrats, s'approprie les barrages, les musées, le pays, la nation et le tiers-monde, avec la modeste ambition de conquérir le reste de la planète.)

Au Québec, on aime bien s'en remettre à une grosse machine : jusqu'en 1960, nous vivions sous la houlette de Notre Sainte Mère l'Église. De 1960 à 1980, sous celle de Notre Saint Père l'État. Aujourd'hui la Voie, la Vérité et le Salut, de même que nos maîtres à penser et à gouverner, nous viennent d'un gros super-marché.

Quand j'ai quitté le Québec, fin juin, nous vivions sous l'État-Proviso. Durant l'été, même à Vancouver où j'avais cru y échapper en allant couvrir l'élection de M. Vander Zalm et Expo 86, même à Vancouver donc, Radio-Canada ne parlait que de ces messieurs de l'État-Proviso et des rapports Gobeil, Lortie et Tutti Quanti, les best-sellers de l'été.

En quittant Vancouver pour l'Asie, où j'allais passer deux mois en voyage d'information, j'ai cru cette fois échapper pour de vrai à l'État-Proviso. Je m'en souviens comme si c'était hier. C'était le 2 septembre, vers les 18 heures, je m'en allais à Shanghai sur les douces ailes de CP, et en terminant la lecture des derniers journaux canadiens, avant de me lancer dans le guide Nagel sur la Chine, je me suis dit : Bon, au moins durant les deux mois qui viennent, je n'entendrai plus parler de l'État-Proviso.

Erreur. Au même moment, Proviso occupait les bureaux de poste, les perrons, les paliers et les portiques du Québec. Et dès mon retour, le seuil de la porte à peine franchi, Proviso m'attendait.

Si Proviso s'invite chez moi une fois la semaine, je ne suis toutefois pas obligée de lui rendre la pareille. Grâce au ciel, l'État-Proviso n'a pas encore aboli la concurrence dans le domaine de l'épicerie. Il y a Steinberg, Metro, IGA et même Super-Carnaval, qui méritent d'être encouragés pour la délicatesse dont ils font preuve en s'abstenant, pour l'instant du moins, de harceler la population à domicile avec d'encombrantes publications dont le contenu devrait plutôt se retrouver, pour le plus grand bien de la société, dans les pages d'annonces de journaux comme LA PRESSE.

Évidemment, mon petit boycottage personnel, en représailles contre l'invasion de la Circulaire, ne fera pas baisser les chiffres d'affaires de Proviso car je n'ai jamais tellement fréquenté les super-marchés, sauf pour me refourrir, de temps à autre, en matières non-périssables telles que sucre, farine, conserves, Windex et Kleenex. Quant au reste, vivent les beaux marchés Jean-Talon ou Atwater et les petits commerces de qualité qui abondent à Montréal, et tout ce qui vous permet de prendre plaisir à faire la cuisine !

Après ces considérations domestiques de bas étage, venons-en à cette noble matière que constitue l'actualité politique. C'est facile, car même si il me reste d'énormes piles de journaux à lire pour m'informer du détail de ce qui s'est passé durant mes pérégrinations hors-Québec, en gros c'est à peu près comme quand je suis partie.

À Québec, l'opposition fait encore ses beaux dimanches avec la loi 101 et la privatisation ; dans le secteur public, il y a grève ici et menace de grève là ; les Hell's Angels continuent de hanter nos nuits et nos jours, et d'une manière générale, M. Bourassa, l'oeil sur les sondages, continue à tergiverser. (Ou alors il s'écroule, s'effondre et se liquéfie, comme il vient de le faire en cédant à une poignée d'étudiants sur une revendication aussi farfelue que le maintien des frais de scolarité universitaires à leur niveau d'il y a 20 ans. Quand on cède sur une affaire pareille devant un interlocuteur pareil, c'est qu'on est vraiment né pour céder.)

À Ottawa, l'opposition fait encore ses beaux dimanches des scandales débordant d'une administration qui n'en finit plus de s'accrocher dans les fleurs du tapis, et M. Mulroney, l'oeil sur les sondages, continue à tergiverser. Quand j'ai quitté le pays, les partisans de Jean Chrétien grenouillaient dans les coulisses pour faire tomber leur chef. Quatre mois plus tard, ils grenouillaient encore, mais ces tentatives de putsch n'ont pas l'air d'avoir plus de chances de réussite qu'au printemps.

L'élément le plus neuf et le plus déterminant, ce qui en tout cas frappe l'observateur revenant au pays, c'est l'accroissement du rصاص anti-québécois qui se manifeste au Canada anglais avec une virulence accrue depuis l'octroi du contrat d'entretien des F-18 à Canadair. Le fameux discours du premier ministre Mulroney, sur la conciliation et la bonne entente, vient de se heurter plus brusquement que jamais à la réalité objective et inéluctable des conflits d'intérêts entre les régions.

L'autre chose qui m'a frappée, c'est que devant LA PRESSE où je suis revenue comme un cheval à l'écurie, la rue Saint-Laurent, sens unique sud-nord depuis des temps immémoriaux, est maintenant à double sens ! Quel choc ! C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte que j'étais partie depuis longtemps.

Johnson doit se défendre d'une faute qu'il n'a pas commise



MARIO ROY

de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Le chef de l'Opposition péquiste, Pierre Marc Johnson, a eu à se défendre à plusieurs reprises, cette semaine, d'une faute qu'il n'a pas commise, ce qui n'est pas si rare en politique, peut-on cyniquement affirmer en haussant les épaules...

Les faits sont les suivants : Le vendredi 31 octobre, The Gazette publiait une manchette affirmant que, le 15 novembre 1985, le gouvernement dirigé par Pierre Marc Johnson a conclu une « entente secrète » permettant à la compagnie Hyundai de « contourner la Loi 101 » et de faire de l'anglais la langue de travail à son usine de Bromont.

Cette affirmation était entièrement basée sur une note interne ayant circulé entre lobbyistes et cadres de Hyundai. Le bureau d'Ottawa de The Gazette avait trouvé ce document parmi ceux qui avaient été produits à l'enquête Stevens.

Le jour même de la publication de cette manchette, tous les intervenants niaient l'existence — et même la possibilité d'une telle entente, à partir de l'Office de la langue française, jusqu'aux ministres libéraux Daniel Johnson (Industrie et Commerce) et Lise Bacon (responsable du dossier linguistique), en passant, bien sûr, par le chef de l'Opposition lui-même.

De ces mêmes sources est venue la description des discussions menées avec Hyundai sur l'aspect linguistique de ses opérations : la compagnie a simplement été informée des exemptions — précises, contrôlables et évidemment légales — prévues à la Loi 101 pour favoriser l'implantation de firmes multinationales.

La manchette de The Gazette a eu un impact considérable, à telle enseigne que, le jour même, et le premier ministre et le chef de l'Opposition sen-

taient le besoin de rencontrer les journalistes à ce sujet.

Le lendemain, samedi, The Gazette publiait un éditorial coiffé du titre : « Les deux faces de Johnson » et flanqué d'une caricature dépeignant un chef de l'Opposition pratiquant (en anglais) l'a-plat-ventrisme devant un automobiliste coréen.

L'éditorial affirmait que « M. Johnson et ses anciens ministres ne peuvent plus être pris au sérieux dans leur présent rôle de gardiens du français ». The Gazette ajoutait : « Pense-t-il vraiment que l'affichage — le visage de la province — est plus important que la langue devant être réellement utilisée au travail par la population ? »

Le billet était fondé sur une information de base — l'existence d'un tripatage de la Loi 101 par le biais d'une entente particulière — totalement fautive. Le billet écartait les vérifications faites auprès de diverses sources — dont des ministres libéraux — avec l'unique argument que « rien de ce que M. Johnson a dit ne change le fait que Hyundai s'est vu permettre de fonctionner largement en anglais au Québec ».

Sauf erreur, aucun organe d'information n'a, dans les jours qui ont suivi, relevé l'écart séparant les différents écrits de The Gazette de la vérité.

Conséquences

Les textes de The Gazette pouvaient viser plusieurs buts et entraîner divers effets et conséquences :

- démontrer que la Loi 101 n'a pas été appliquée avec suffisamment de fermeté. Cette hypothèse peut être écartée ;
 - démontrer que les investisseurs ne peuvent être intéressés par le Québec qu'à la condition de leur permettre de mettre de côté la Loi 101. C'est grosso modo l'explication que retient Pierre Marc Johnson ;
 - suggérer au premier ministre Bourassa l'argument : « Johnson l'a fait, fais-le donc » ;
 - attaquer la crédibilité de Pierre Marc Johnson dans le dossier de la langue.
- Mardi, à la reprise des travaux de la Chambre, M. Johnson s'est servi de la manchette



Ce n'est que mercredi, au Salon bleu, que M. Johnson a obtenu de la présidence la permission de s'expliquer.

de vendredi de The Gazette pour réclamer le privilège de s'expliquer officiellement sur le sujet. Le leader parlementaire du Parti libéral, Michel Gratton, s'est opposé à cette procédure.

Le président de la Chambre, Pierre Lorrain, a tranché et refusé à M. Johnson le droit de parole. Il a expliqué que The Gazette n'avait pas attaqué personnellement le chef de l'Opposition, mais avait plutôt critiqué les gestes qu'il a posés — ou n'a pas posés — en 1985 en tant que Premier ministre.

Johnson s'explique

Mercredi, toujours au Salon bleu, M. Johnson a obtenu, cette fois de la présidence, la permission de s'expliquer, en invoquant le dommage personnel infligé à sa crédibilité par l'éditorial « Les deux faces de Johnson ».

Le leader péquiste a alors essentiellement répété qu'il n'avait jamais convenu avec Hyundai de contourner la Loi 101.

Mais, en ce début de semaine, deux prolongements donnés à cette affaire allaient être particulièrement intéressants.

Le premier reposait sur la question de savoir si le parti

ministériel, et surtout son chef, allaient user des fausses révélations et des commentaires gratuits de The Gazette pour garnir leur arsenal à la période des questions.

Mardi, Robert Bourassa a rappelé à son vis-à-vis son « tordage absolu de la Loi 101 ». Mercredi, le premier ministre a dit constater « que le chef de l'Opposition a cessé de me poser des questions sur la langue depuis l'affaire Hyundai ».

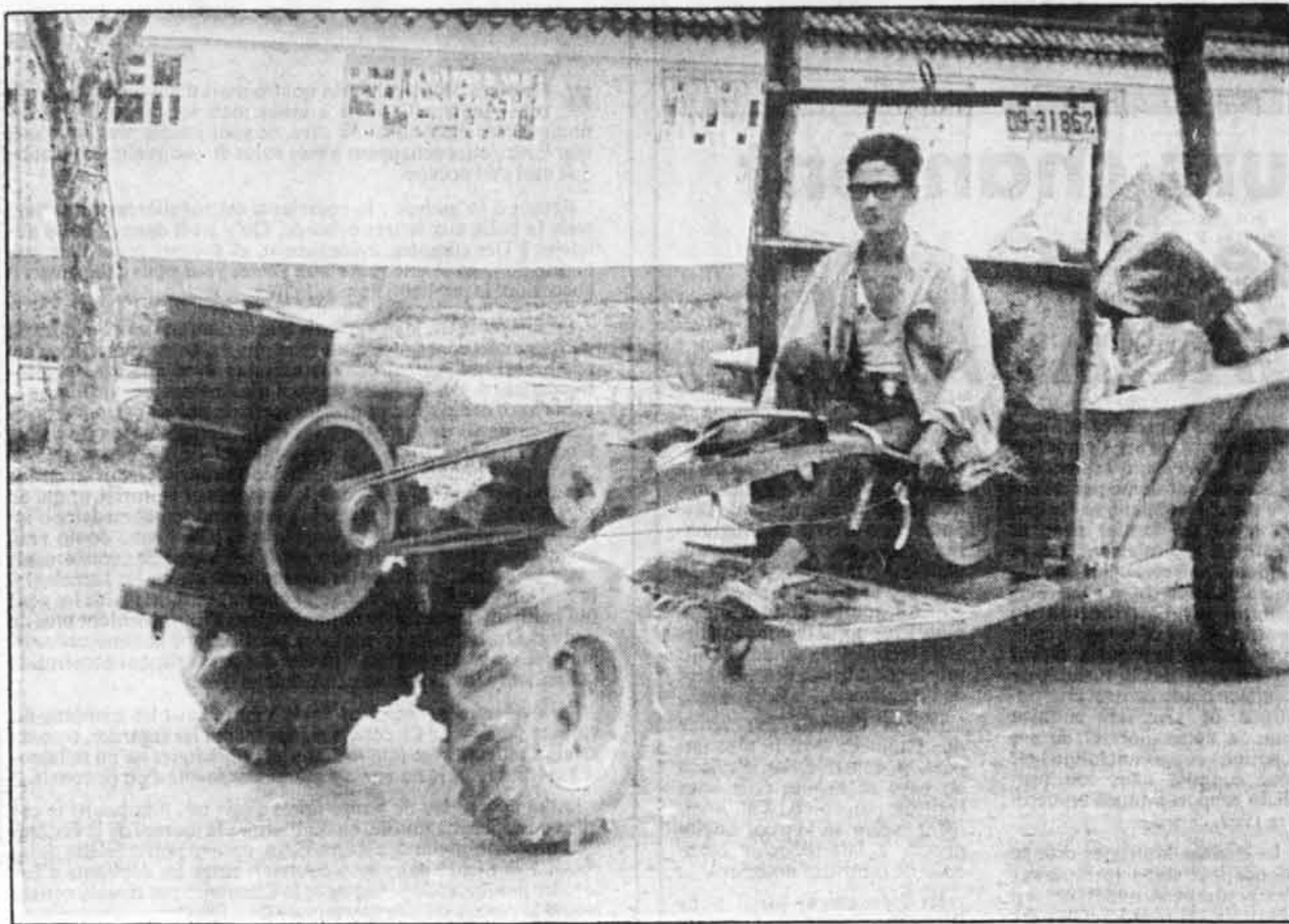
Le deuxième sujet d'intérêt résidait dans la position qu'allait adopter The Gazette après l'esclandre du week-end.

Mercredi, le journal rapportait la déconfiture de M. Johnson avec les règlements de la Chambre sous le titre : « Johnson n'a pas été lésé par le reportage, décide le président ». Jeudi, The Gazette niait que l'éditorial « Les deux faces de Johnson » eut accusé le chef de l'Opposition d'avoir conclu l'entente évoquée six jours plus tôt.

Dans les faits, l'éditorial, tout comme la manchette de vendredi, contenait l'expression « skirt Bill 101 ». Cela se traduit, selon le dictionnaire, par : contourner, esquiver, éluder, la Loi 101.

SAMEDI PLUS

La paysannerie chinoise a retrouvé son âme : la famille



À la ville comme à la campagne, on croise de ces drôles de petits tracteurs à guidons. C'est fou ce qu'on peut y enfourner de pierres ou de légumes!

Les paysans chinois relèvent un défi gigantesque : nourrir plus d'un milliard de bouches. Autrement dit, un humain sur cinq. Et ils y parviennent presque. S'il y a un « miracle chinois », il est là. La Chine de Deng, contrairement au « grand frère » soviétique, n'importe plus de blé, ou si peu. Elle est en voie d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire.

De Shanghai à Harbin, ville du nord, en Mandchourie, quelque part entre la Mongolie et l'URSS, on franchit d'abord des centaines de kilomètres de montagnes au mince couvert forestier. Tels des dragons fabuleux, des fleuves gigantesques et des centaines de rivières tissent un réseau tantôt ocre, tantôt jaunâtre, dans les vallées profondes. Blottis au creux de leurs méandres, de minuscules hameaux donnent l'impression de vivre encore à l'ère des Royaumes combattants. Que peuvent bien savoir ces montagnards solitaires de l'époque de Mao?

Puis c'est la plaine. Immense et féconde. Un potager de milliers d'hectares où poussent tous les fruits, tous les légumes et toutes les céréales du monde. Il faut comprendre que la Chine, dont la superficie équivaut en gros à celle des États-Unis, est orientée du sud au nord, profitant de tous les climats, du tropical au tempéré au nordique.

Pour qui voit défiler tant de richesses sous les ailes du Boeing de la compagnie d'aviation nationale, il va de soi que les milliers de petits hommes et de petites femmes jaunes qu'on imagine fourmillant, tout en bas, affaires au binage, à la récolte ou à l'irrigation, comptent parmi les paysans les plus riches de la planète. Contrairement aux industriels de l'éléphantique agriculture nord-américaine, ils ne sont



PAUL LONGPRE

secrétaire de la rédaction

pas prisonniers d'une spécialisation outrancière. Ils n'ont sûrement pas de montagnes de maïs ou de blé qui pourrissent, faute de preneurs ou à cause d'une stratégie de maintien des prix.

Edmonton Road

Les hôtesse à sourire exquis ramassent les plateaux. L'avion amorce sa descente vers Harbin, important centre industriel de près de trois millions d'habitants. Comme autant de pions sur un damier aux multiples nuances de vert, on commence à entrevoir des grappes de paysans, des tracteurs, des agglomérations de maisonnettes basses. Plusieurs ont un toit de chaume. Puis, en rase-motte, des cochons et des poules et, péle-mêle, des enfants qui gambadent. Nous y voilà enfin dans la Chine agricole profonde. Huit Chinois sur dix vivent dans des milliers de hameaux et de villages reliés tant bien que mal (plutôt mal que bien) par des pistes boueuses sillonnées poussivement par des camions antédiluviens et de drôles de petits moto-tracteurs à guidons qui transportent des cargaisons de légumes. Pas moins de 800 millions de Chinois vivent dans des petits bourgs de moins de 2 000 habitants.

En cette fin d'après-midi frisquet d'octobre, le soleil se fait déjà pâlot. On est à peu près à la même latitude que la ville de Québec. Entassés dans des camions ouverts, des paysans, hommes et femmes, rentrent à la maison. Réussissant à se fau-

filer dans cette cohue, par on ne sait quel miracle, des cyclistes tirent derrière eux des charges de choux inouïes.

Même réalité dans toute la Chine : le vélo, c'est le chameau du Chinois. À la campagne comme à la ville. Cinq millions de vélos à Pékin. Chacun a son numéro. On en voit des milliers entassés aux portes des usines ou des bureaux. Pas surprenant que Foglia s'y soit trouvé à l'aise quand il a fait son grand reportage à pédales. C'est sans doute la seule façon de parcourir la Chine au ras du monde...

De l'aéroport à la ville, une route en construction. Edmonton Road (prononcer Ai-de-moune-toune.) Les Harbinois en sont très fiers. Leur ville est jumelée à Edmonton, Alberta. Monsieur Zhang Lizhuang, directeur adjoint du gouvernement régional, se félicite qu'une subvention de sa jumelée canadienne lui donne enfin une « entrée » asphaltée. Il attend aussi des Albertains des graines à gazon pour reverdir sa ville dont les espaces non habités ont la particularité d'être de terre battue. Au gré des saisons, boue ou poussière. On est loin des batailles de Sauvons Montréal pour les espaces verts.

Plutôt grise, Harbin, baptisée « le petit Moscou », fait très « ville du nord européen ». Très peu chinoise. Plusieurs monuments et édifices sont d'inspiration russe. Souvent sinistres. Certaines rues évoquent Paris, en gris et délabré. On poursuit lentement un programme de ravalement des plus beaux monuments d'architecture.

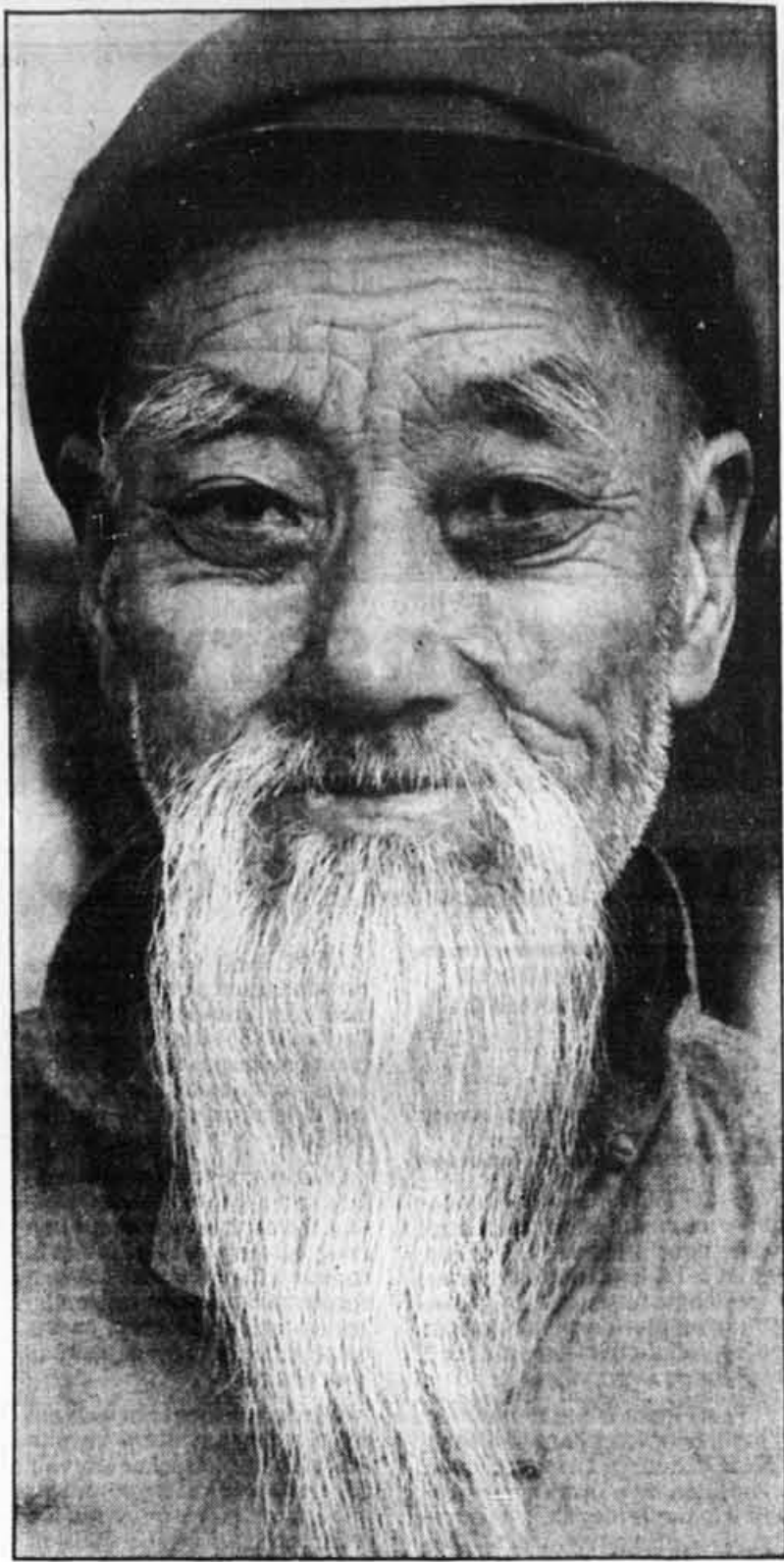
Mais revenons aux paysans. À quelques kilomètres de Harbin, un bourg agricole. On ne parle plus de « communes » depuis la révolution rurale de

Deng. Quelque chose qui ressemble plutôt à une immense coopérative, à cette grande différence près que le fond de terre appartient à l'État... Garderie, école primaire, clinique médicale (les cas graves sont traités à la ville).

Sur quelque 17 000 habitants, près du tiers travaillent dans des petites usines « rurales » qui exécutent des contrats de sous-traitance pour les grandes industries de Harbin. À travers tout le pays, le nouveau régime a trouvé cette solution astucieuse pour atténuer le gigantisme bureaucratique des grandes sociétés d'État et pour endiguer l'exode des paysans vers les grandes villes déjà surpeuplées. On appelle cela l'encerclement des villes par la campagne.

Ces paysans, c'est par eux et prétendument pour eux que se sont faites les deux grandes révolutions chinoises. Celle de Sun Yat-sen (1911) contre l'impérialisme féodal et celle de Mao, dans l'apothéose de la Longue marche des paysans-soldats. Et pourtant, dans ce bourg, comme ceux des banlieues agricoles de Pékin ou de Shanghai, les paysans vivent dans des masures infectes. Ils s'y entassent par huit ou dix dans deux ou trois pièces exigües qui n'offrent pas le confort minimum ni la plus décente intimité. Ils peuvent toujours se consoler en se disant que ce n'est pas mieux dans les cages à poulets des grandes villes. Pas mieux non plus dans les villages flottants de Hong Kong.

Vue au ras du sol, on pourrait désespérer de la révolution chinoise. Peut-être ne faut-il la voir qu'à 10 000 mètres d'altitude, bien calé dans son fauteuil, une bonne bière chinoise à la main. À ces hauteurs, la rationalisation est encore possi-



Toute l'âme de la Chine réside dans la famille : respect des aînés, vieille sagesse transmise d'âge en âge en dépit des bouleversements politiques.

ble. On peut jongler avec les statistiques. Rien de plus confortable que les statistiques. Ainsi les porte-parole du régime nous annoncent, avec une fierté bien justifiée, que la bataille de la faim a été gagnée. Fort bien. Il n'y aurait plus, confient certains, que quelque 50 millions de Chinois qui se coucheraient le soir sans avoir mangé à leur faim... ou sans avoir mangé. Mais 50 millions de Chinois, c'est tout juste deux fois la population du Canada. Et un Chinois, ça doit bien valoir un Canadien. Non?

Dans la Chine rurale, le revenu moyen du paysan est officiellement de \$300 par année. Encore une statistique. Roulards comme ils l'ont toujours été, les paysans ont bien des combines qui arrondissent le budget familial. À preuve, dans tous les villages, on voit ici et là des tas de briques rouges. On construit des maisons plus confortables et plus spacieuses. Il pousse de plus en plus d'antennes de télé sur les toits. Le frigo devient une commodité courante.

Les petits chantiers ruraux prolifèrent depuis que le vieux sage, Deng Xiaoping, a compris que le collectivisme plaqué sur son peuple à partir de la déplorable expérience soviétique ne valait rien de bon pour ses quelque 800 millions de paysans. Selon le nouveau credo socialiste à la chinoise, être riche n'est plus une tare. On cite volontiers en exemple tel ou tel paysan qui a trouvé le moyen de se faire bâtir une maison de deux étages. Et il y en a quelques-uns dans chaque village.

Non seulement le nouveau régime leur permet-il de vendre au marché public les produits qu'ils tirent des quelque 60 mètres carrés qu'ils ont le droit de cultiver pour eux-mé-

mes, mais il a mis fin au système aberrant des brigades, unités de base de production. Les brigades, c'était bon pour la Longue marche. La glorieuse armée a fait son temps.

On est donc revenu à ce qui constitue depuis des temps immémoriaux la cellule première de la paysannerie chinoise : la famille. Toute l'âme chinoise réside dans la famille. Respect des aînés. Vieille sagesse transmise au fil des millénaires, notwithstanding les guerres de dynasties ou les chamboulements politiques.

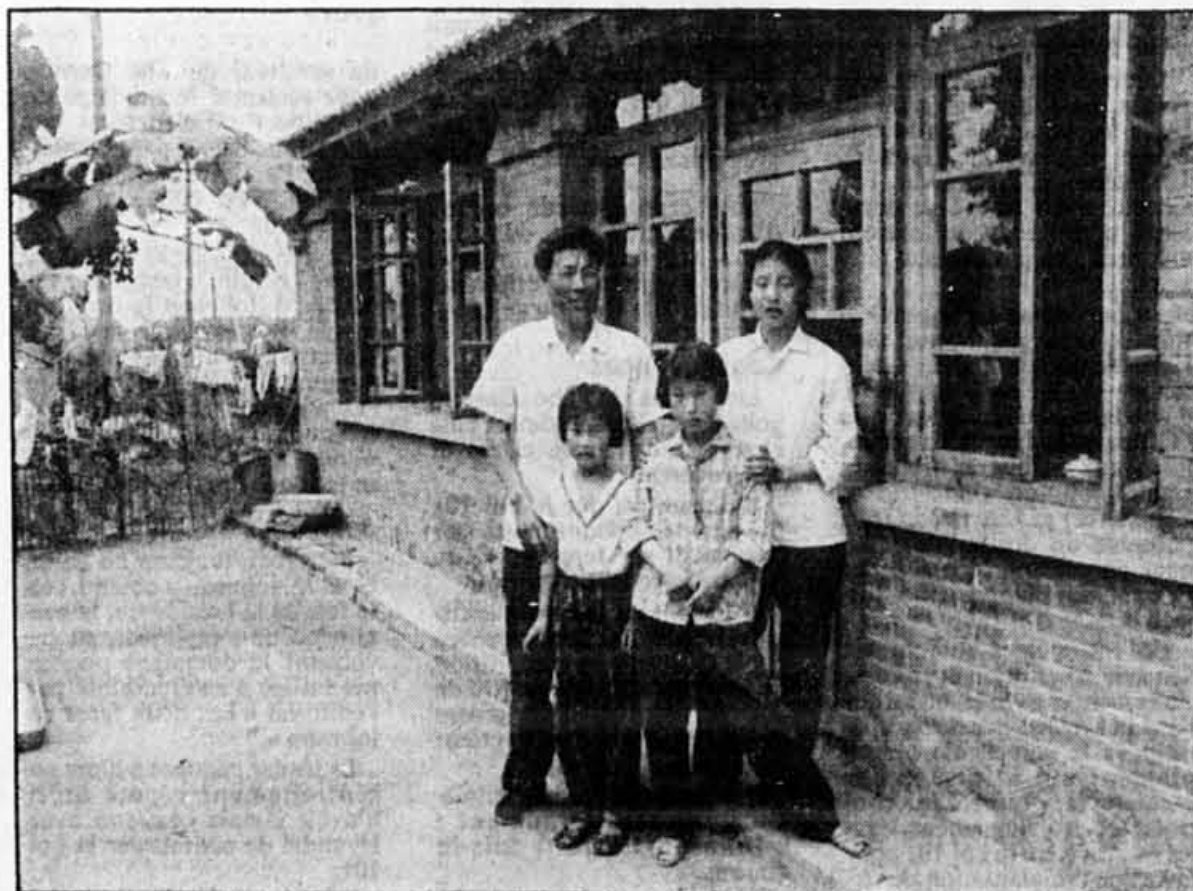
Le grand damier a donc été divisé en unités familiales. Le revenu est maintenant lié à la productivité de chaque famille. Seul l'équipement lourd est collectif. Pékin a mis au point une formule très complexe pour gérer les prix des aliments qui peuvent, à l'intérieur d'une certaine fourchette, fluctuer selon l'offre et la demande. Les techniciens du régime multiplient les acrobaties intellectuelles pour nous convaincre qu'on est encore en plein marxisme...

Qu'importe les idéologies. Les résultats sont fulgurants. Ces mêmes Chinois qu'on disait paresseux sous Mao, même s'ils ne disposent bien souvent que d'un équipement rudimentaire, arriveront très bientôt à nourrir la Chine. Ils sont aussi les jardiniers de Hong Kong, au large, sur son caillou stérile, tout entière occupée au commerce. Ils exportent même des quantités importantes de céréales à un certain nombre de pays du Sud-Est asiatique. Qui dit mieux?

Paul Longpre, secrétaire de la rédaction de LA PRESSE, entre d'une tournée en Chine. Hors du circuit touristique, il a découvert la Chine agricole, celle de huit Chinois sur 10.



Ils sont 800 millions de paysans par qui et pour qui on a fait deux révolutions dans le même siècle. La très grande majorité vivent entassés dans des masures insalubres, sans confort ni intimité. Au nord, la Chine connaît 140 jours de gel par année.



Depuis qu'on a jeté à la « poubelle de l'histoire » le modèle collectiviste soviétique, dans chaque village, des paysans « riches » s'offrent une maison comme celle-ci. Et ils ne sont pas traduits devant le « tribunal du peuple ». photo Jules Nadeau, coll. spéciale

SAMEDI PLUS

LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

L'agenda politique des États-Unis n'appartient plus à Ronald Reagan



JOONEED KHAN

Le président Ronald Reagan, crâneur devant la reprise en main du Sénat par l'opposition démocrate, a avéré cette semaine que « Washington n'a encore rien vu » mais, à moins qu'il ait voulu faire allusion à une coopération bipartite sans précédent avec le Congrès, les deux dernières années de son mandat final risquent d'être longues et amères.

Il est difficile de croire que c'est la coopération que M. Reagan avait à l'esprit lorsqu'il a rassemblé à la Maison-Blanche au lendemain des élections qu'il avait emporté « élu pour quatre ans », que son agenda « demeure inchangé » et qu'il entendait veiller à sa « réalisation complète ».

Surtout que son alter ego Donald Regan, secrétaire de la Maison-Blanche, venait d'affirmer au réseau ABC que le sénateur Robert Byrd, chef de file de la nouvelle majorité démocrate, « aura du mal à réunir les majorités nécessaires pour renverser les vetos », laissant entendre que la Maison-Blanche opposerait un barrage de vetos à la législation démocrate à venir.

La menace sonne creux quand on sait que le mois dernier, alors que les républicains dominaient encore le Sénat à 53 contre 47, la Maison-Blanche n'a pu trouver la vingtaine de voix nécessaires au maintien du veto opposé par M. Reagan aux sévères sanctions économiques décidées par les sénateurs contre l'Afrique du Sud. Le veto fut renversé par 84 voix contre 14.

C'est le Congrès qui mène

La vérité, c'est que le président Reagan a perdu peu à peu depuis le début de 1986, au rythme des crises haitienne, philippine, sud-africaine et au-

tres, le contrôle effectif de la politique étrangère des États-Unis au profit du Congrès.

Dès la réélection de M. Reagan en novembre 1984, au moment où l'opposition démocrate partait en croisade contre l'apartheid, le sénateur républicain Richard Lugar, chef de la Commission des Relations étrangères du Sénat et proche de la Maison-Blanche, avait contesté la politique d'engagement constructif de la Maison-Blanche vis-à-vis du régime minoritaire blanc.

Et quatre mois après le massacre des lycéens aux Gonaïves par la garde d'Étatiste en septembre 1985, le pourrissement de la situation en Haïti avait à tel point scandalisé le Congrès que le sénateur républicain Paul Laxalt, homme de confiance de M. Reagan, multiplia visites et appels téléphoniques à Port-au-Prince pour finalement persuader Bebé Doc de prendre le large.

Le scénario se répète aux Philippines, où, sous la pression croissante du Congrès, et notamment du Sénat républicain, en faveur des droits de l'Homme, le même sénateur Laxalt obtint du dictateur Ferdinand Marcos la tenue d'élections générales. Jusqu'au lendemain du scrutin, marqué, selon les observateurs de l'Homme, par une fraude massive de la part du régime, M. Reagan insista que « des fraudes ont eu lieu des deux côtés ».

Mais la guérilla communiste se montrant trop menaçante, M. Reagan dut finalement céder, pour ne pas passer à l'histoire comme le président américain ayant « perdu les Philippines ». Pendant que le bras droit de Marcos, le ministre de la Défense Juan Ponce Enrile, et le « Monsieur Net » des forces armées, le général Fidel Ramos, montaient leur « putsch », le sénateur Laxalt, encore lui, téléphonait à Marcos pour lui dire que le temps était venu « to cut, and cut clean, Mr President ».

Même le projet présidentiel d'aider les *contras* nicaraguayens était sérieusement contesté au sein du Sénat sortant : une première enveloppe d'aide de \$60 millions ne fut approuvée en septembre que parce que les partisans de M. Reagan l'avaient intégrée au projet de sanctions anti-apartheid : les deux projets s'ajoutaient ou tombaient ensemble.

Mercredi, le sénateur Robert Byrd annonçait les couleurs de la nouvelle diplomatie américaine : « Nous entendons utiliser les instruments dont nous disposons, diplomatiques, économiques et militaires, mais il n'y aura plus de financement clandestin des *contras* par la CIA ». « Nous savons que les *contras* sont des terroristes et leur rôle va être réduit », lan-



Le sénateur Robert Byrd, chef de file de la nouvelle majorité démocrate, en compagnie de Mme Byrd.

cait son collègue Claiborne Pell, favori à la présidence de la Commission des Relations étrangères du Sénat.

Les démocrates s'expliquent

La nouvelle majorité démocrate au Sénat, qui s'est juré « d'œuvrer étroitement avec la Chambre », promet ainsi de s'éloigner davantage du manichéisme reaganien en politique étrangère, d'exiger le respect des droits de l'Homme dans les pays amis comme dans les pays hostiles du tiers monde et de revenir au trilateralisme dans les rapports entre les États-Unis et leurs alliés — par opposition à l'unilatéralisme reaganien.

Reste l'agenda interne de M. Reagan. À deux années d'une course présidentielle grand ouverte, les démocrates n'ont guère l'intention de proposer d'augmentations d'impôts. « S'il y a augmentation, elle devra venir de la Maison-Blanche », a dit le sénateur George Mitchell. Mais la grande « réforme fiscale » déjà réalisée par M. Reagan ne s'est pas traduite en termes de voix républicaines mardi dernier.

Les démocrates n'ont pas non plus l'intention de revenir aux politiques dépensières du passé. La prudence va plutôt les pousser à se conformer à la loi Gramm-Rudman pour la réduction du déficit budgétaire

par l'austerité, quitte à en modifier le calendrier. Ils songent toutefois à pousser la Maison-Blanche à négocier une véritable réduction des armements avec l'URSS, afin de réduire les dépenses militaires.

Le sénateur Byrd a indiqué de son côté que les démocrates vont proposer d'urgence des mesures « pour accroître notre marge concurrentielle auprès de nos partenaires et pour réduire notre déficit commercial, qui devrait atteindre cette année la somme record de \$170 milliards. Les démocrates se défendent d'être protectionnistes, mais une dose de protectionnisme paraît inévitable à court terme.

L'abandon du parti républicain par les démocrates du Sud, qui, sous le nouveau choc pétrolier, ont renoué mardi avec leurs anciens loyautés après avoir flirté avec M. Reagan en 1980 et 1984, et la désaffection des fermiers du Midwest devant la faillite de la politique agricole de la Maison-Blanche, ont marqué l'échec du projet reaganien de faire du GOP le premier parti des États-Unis.

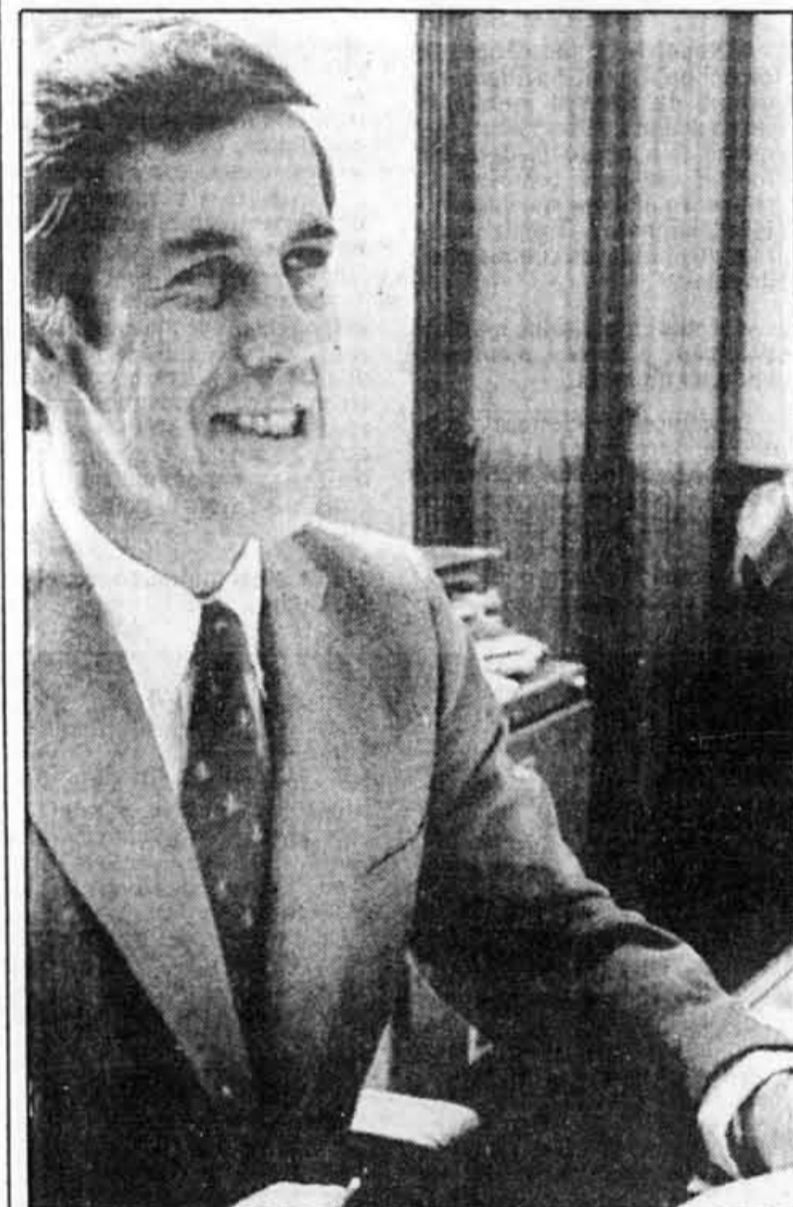
La frange de droite a reculé

D'autre part, la « frange lunatique », de droite, à la mode sous le reaganisme triomphant, a subi un net recul mardi : les évangélistes politiques

tout comme les activistes à la Lyndon LaRouche ont tous mordu la poussière, que ce soit comme candidats en Illinois, dans l'Ohio, au Michigan et au Texas, ou comme forces de soutien organisées derrière diverses candidatures conservatrices.

La perte du Sénat aux mains des démocrates signifie maintenant un brutal coup d'arrêt aux tentatives du président Reagan de nommer des juges conservateurs dans l'espoir d'assurer la pérennité de sa « révolution ». Depuis 1980, M. Reagan a nommé 300 juges fédéraux — soit la moitié du total — ainsi que deux membres de la Cour suprême et, bien sûr, le républicain conservateur William Rehnquist comme juge en chef des États-Unis.

En faisant des législatives de mardi un référendum sur sa « révolution », M. Reagan a joué à quille ou double et il a perdu. Mais il reste tout de même encore chef de la Maison-Blanche. Et le sénateur Robert Byrd sait tout le pouvoir que commande cette fonction et toute la ferveur idéologique qui anime son occupant. « Si M. Reagan se montre réaliste, il ne sera pas un président lame duck », a-t-il dit, « mais s'il s'engage sur la voie de l'obstructionnisme, nous irons droit à une impasse nationale ».



Richard Lugar, sénateur républicain, chef de la Commission des Relations étrangères du Sénat et proche de la Maison-Blanche

Une nouvelle donnée politique pour les présidentielles



JEAN-FRANÇOIS LISEE à Washington

collaboration spéciale

WASHINGTON — Les élections ont donné mardi un grand coup de bulletin de vote dans le décor politique américain. Ils ont obligé le président le plus conservateur de leur histoire à cohabiter avec ses adversaires et ils ont sonné le départ de la course à sa succession en ouvrant toute grande la porte de la Maison-Blanche.

Depuis six ans, les hommes du président pensent émerger sur sa popularité une durable domination républicaine. « Je veux qu'à l'avenir, les démocrates vivent dans l'ombre de Reagan comme nous avons été contraints de vivre pendant 40 ans dans l'ombre de Franklin Roosevelt » affirmait l'an dernier Roger Stone, un stratège républicain.

« Ce rêve s'est évanoui mardi dernier lorsque les électeurs n'en ont fait qu'à leur tête, élisant dès républicains aux postes de gouverneur. Les historiens verront en Ronald Reagan l'homme qui a rétabli la respectabilité d'un parti républicain meurtri par le Watergate, pas le fondateur d'une nouvelle dynastie. « Les deux grands

partis sont maintenant à un niveau d'égalité jamais atteint dans l'histoire récente » concluait au lendemain de l'élection Edward Rollins, ex-directeur de campagne du président. Même verdict chez Robert Beckel, chef de campagne du démocrate Mondale en 1984 : « Désormais il n'y a rien que nous (démocrates) ne puissions gagner, rien non plus qu'ils (les républicains) ne puissent nous prendre. »

Une victoire empoisonnée

À deux ans d'une élection présidentielle, le mariage forcé qui s'engage entre Congrès démocrate et président républicain risque de nuire plus que prévu à la nouvelle mariée démocrate. Vrai, le mariage devra modérer ses ardeurs conservatrices et s'astreindre à des compromis idéologiquement douloureux. Mais lors de confrontations entre le Congrès et un président super-populaire, le Congrès est le plus souvent responsable de l'impasse.

Et lorsque deux ans de contrôle démocrate du Congrès se seront écoulés, on assistera à une belle joute de « c'est votre faute ». À qui le gâchis du déficit budgétaire et commercial? À qui la crise agricole? Le nouveau président démocrate du comité du budget, Lawton Chiles, réagit ainsi à l'idée de « prendre le contrôle » de l'énorme déficit budgétaire : « Je suis mort de peur. C'est comme être nommé capitaine

du Titanic après avoir frappé l'iceberg. »

Aujourd'hui maîtres de l'appareil législatif, les démocrates sont condamnés à mettre un peu de discipline dans leurs rangs. Quelle est leur position sur le contrôle des armements, l'aide aux *contras* nicaraguayens, l'Initiative de défense stratégique? Depuis six ans les élus du parti ont fait le va-et-vient sur toutes ces questions. Décivrés entre démocrates, conservateurs et radicaux, ils n'ont pas de position commune sur l'élargissement ou l'amaigrissement de l'État providence, l'avortement, la prière dans les écoles, etc. Le vieux mot de William Rogers garde toute sa saveur : « Je ne fais pas partie d'une formation politique organisée, je suis démocrate. »

Les présidentielles 1988

Le vote de mardi a modifié le sort de plusieurs aspirants présidents. Des deux côtés de l'arène politique, les sondeurs ont profité de l'élection pour demander aux futurs électeurs de primaires d'exprimer leurs préférences présidentielles. (Leur réponse paraît entre parenthèses.)

Chez les républicains, Robert Dole (14 p. cent), ex-leader républicain au Sénat, un conservateur modéré, devait sa présence dans l'oeil de la caméra à son poste de sénateur en chef. Aujourd'hui, relégué au rang du leader de l'opposition, il aura plus de difficulté à réunir

la cagnotte électorale indispensable à mener la course au vice-président George Bush, dont les entrées de fonds semblent inépuisables. (Au 30 juin, Bush disposait de \$8,2 millions. Dole de 1,8).

Bush, le « front-runner » (34 p. cent), qui ne réussit pas à se faire passer pour un Reagan-bis, n'a pas prouvé que sa présence dans une campagne avait un impact significatif. Une de ses protégées, la sénatrice Paula Hawkins de Floride, ayant fait une douloureuse chute électorale. Mais Bush compte des alliés sûrs parmi les républicains. De leur capitale d'État, ces hommes ont les clés des machines républicaines locales, inestimables pendant les primaires. Le représentant Jack Kemp (9 p. cent), qui part de loin mais que les parieurs regardent avec intérêt, profite de la défaite de ses collègues républicains. Grand prêtre des « supply-side reaganomics » et de la droite du parti il emplit le vide laissé par le renvoi de sénateurs conservateurs, ce qui l'aidera à s'approprier de son principal objectif : se faire connaître. Exit Paul Laxalt (2 p. cent) ami personnel du président coupable de n'avoir pas su faire élire son successeur désigné à son siège de sénateur du Nevada.

Chez les démocrates, Gary Hart (26 p. cent), le candidat des « baby boomers » qui a failli battre Walter Mondale en 1984, est toujours en avance. Il



« Les deux grands partis sont maintenant à un niveau d'égalité jamais atteint des élections Edward Rollins, ex-directeur de campagne du président.

a quitté son poste de sénateur du Colorado pour se consacrer à plein temps à sa campagne. Il est cependant talonné par Mario Cuomo (20 p. cent), gouverneur de New York réélu mardi par 65 p. cent des voix, brisant tous les records new-yorkais, y compris celui d'un certain Franklin Roosevelt, qui s'était servi de son poste de gouverneur de New York comme d'un tremplin vers la Maison-Blanche. Cuomo, un radical recentré, reflète avec le plus de fidélité la tradition démocrate d'aide aux minorités et aux moins nantis. Il refuse de se déclarer candidat, mais les républicains le considèrent comme leur adversaire potentiel le plus dangereux.

Outre le démocrate noir Jes-

se Jackson (7 p. cent), le reste du champ de course démocrate est encombré par une douzaine de candidats modérés qui auront du mal à se détacher du peloton. Les sénateurs Sam Nunn (1 p. cent) et Joe Biden (1 p. cent) profiteront sans doute, de leurs nouveaux pouvoirs dans des comités du sénat pour briller un peu plus.

En 1988, les candidats républicains auront un message. Il faut amplifier diront les uns, défendre, diront les autres, les acquis de la révolution reaganienne. À la barre du Congrès, les démocrates ont une occasion en or d'organiser une riposte cohérente. Capitaines du Titanic, ils peuvent aussi sombrer avec le navire.



photo Jean Goupil, LA PRESSE

Claude Dupras est entouré, à sa gauche, de André Noël, chroniqueur aux affaires municipales, Raymond Prince, son attaché de presse, et, à sa droite, de Claude Gravel, directeur de l'information, Mariane Favreau, chroniqueur aux affaires municipales, de Gilbert Lavoie, adjoint au directeur de l'information, et de Gérard LeBlanc, columnist (de dos).

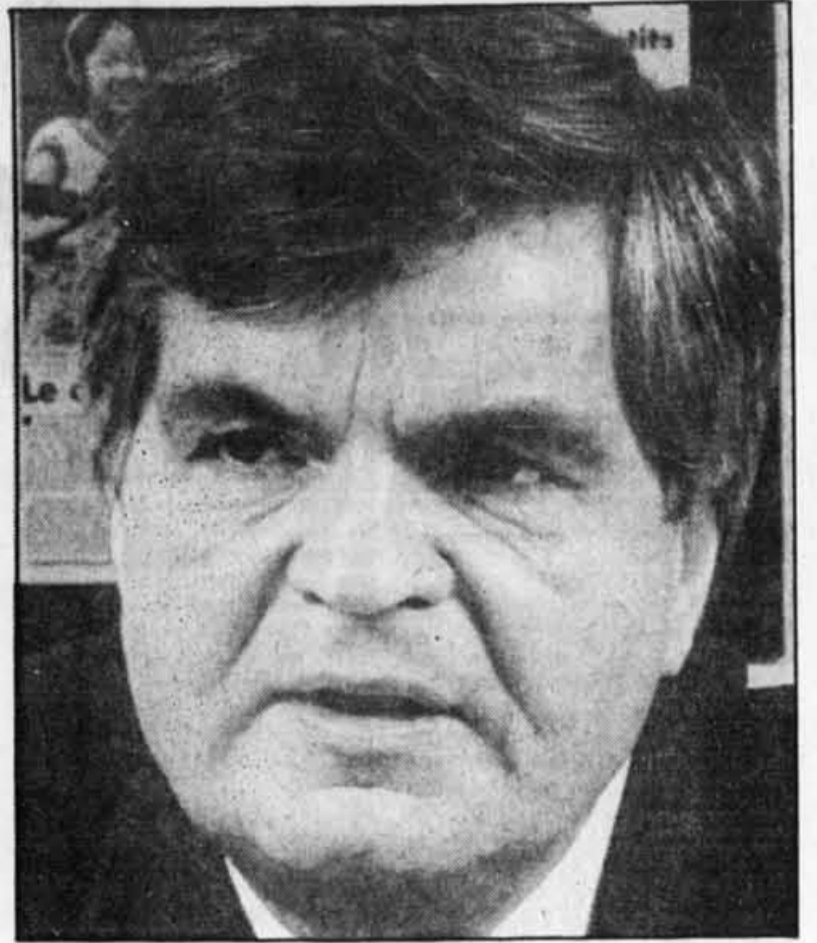


photo Jean Goupil, LA PRESSE

Claude Dupras a toujours le goût de servir.

Dupras va réformer le Parti civique

SUITE DE LA PAGE B 1

Comment se fait-il, alors, que des hommes d'affaires, tel que Alex Harper, vice-président du Board of Trade, aient déclaré avoir été « impressionnés » par M. Doré ?

« Quand il y a des sondages, vous ne sentez pas qu'il y a des gens qui veulent être du bon bord ? retorque M. Dupras. L'opportunisme, ça n'existe pas, vous pensez ? Je vous dis que, profondément, le milieu des affaires n'est pas confortable. »

Des qu'il sera élu, M. Dupras se mettra à l'oeuvre pour que Miron déménage sa cimenterie dans le port de Montréal plutôt qu'en banlieue, et pour convaincre Nissan de construire une usine à Montréal.

« Je vais créer une équipe de super-promoteurs, chargée

d'étudier les projets qui se dessinent pour Montréal. Je vais bâtir une équipe autour de moi capable de convaincre les décideurs de choisir l'option Montréal. Elle pourra être composée de conseillers municipaux, de hauts fonctionnaires, de gens des milieux universitaires, syndicaux, des affaires... des gens capables, en somme, de convaincre ceux qui décident. »

Aider les jeunes

Outre la relance économique, M. Dupras a une autre grande priorité: aider les jeunes.

« Je veux mettre sur pied un CIDEM (Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal) pour la jeunesse, avec une structure minimum, et ajouter à ça un comité consultatif pour essayer

de chercher des solutions.

« Nous proposons déjà des pistes: arrimage entre jeunes et entrepreneurs, création d'un fonds d'investissement, faire profiter les jeunes de la prospérité que nous voulons maintenir. »

Peu après son élection, M. Dupras veut aussi créer une commission ad hoc pour préparer le schéma d'aménagement pour le centre-ville. Pour ce qui est du logement, le chef du Parti civique veut que l'opération 20 000 logements soit poussée vers un objectif de 30 000 logements. Il veut aussi aider les Montréalais démunis à rester dans leur logement plutôt que de favoriser la construction d'habitations à loyers modiques.

Réformer le Parti civique

Mais, qu'il soit élu ou non, M. Dupras va réaliser une réforme importante: celle de son parti, le Parti civique.

« Je veux en faire un instrument qui va servir les Montréalais qui veulent participer, parler, agir. On va se donner un plan préliminaire de constitution. »

Et, si jamais il perd ses élections à la mairie, nul doute qu'il fera un chef d'opposition obstiné et persévérant, même s'il n'a pas pris la précaution de se faire élire aussi dans un district.

« J'ai été 35 ans dans un parti (le Parti conservateur) qui a eu 13 p. cent, 18, 20, 22 p. cent du vote, un parti qui était dans

l'opposition, rappelle-t-il. J'ai été fidèle et loyal à mes idées. Pensez-vous que je vais lâcher ?

« Regardez Jean Doré. Je pense qu'il était meilleur en dehors du Conseil municipal qu'en dedans. Robert Bourassa, quand il a perdu la dernière fois, il est resté combien de temps en dehors de l'Assemblée nationale ? Il était pourtant aussi efficace comme chef de parti.

« Je suis en politique municipale pour y rester », ajoute-t-il après un moment.

La campagne électorale a-t-elle été dure pour lui ? « Physiquement, ça a été éreintant. Pour les médias, ça a été plus difficile que je pensais. Quant au Parti, j'ai eu une collaboration totale. Si c'était une expérience à recommencer, je re-

commencerais.

« C'est unique comme expérience. Je suis privilégié d'être candidat à la mairie, parce que ça m'a amené partout, ça m'a permis de rencontrer toute la population, quelle qu'elle soit: jeunes, vieux, toutes races et origines. Des personnes qui ont des problèmes humains qui nous concernent.

« Quand M. Drapeau m'a demandé de poser ma candidature, j'ai hésité. Puis je me suis dit: OK... je pourrais être plus riche quand je vais mourir (en restant dans les affaires plutôt qu'en se lançant en politique), mais ça va me donner quoi ? Je crois que j'avais le goût de servir.

« Et je l'ai toujours », conclut M. Dupras.

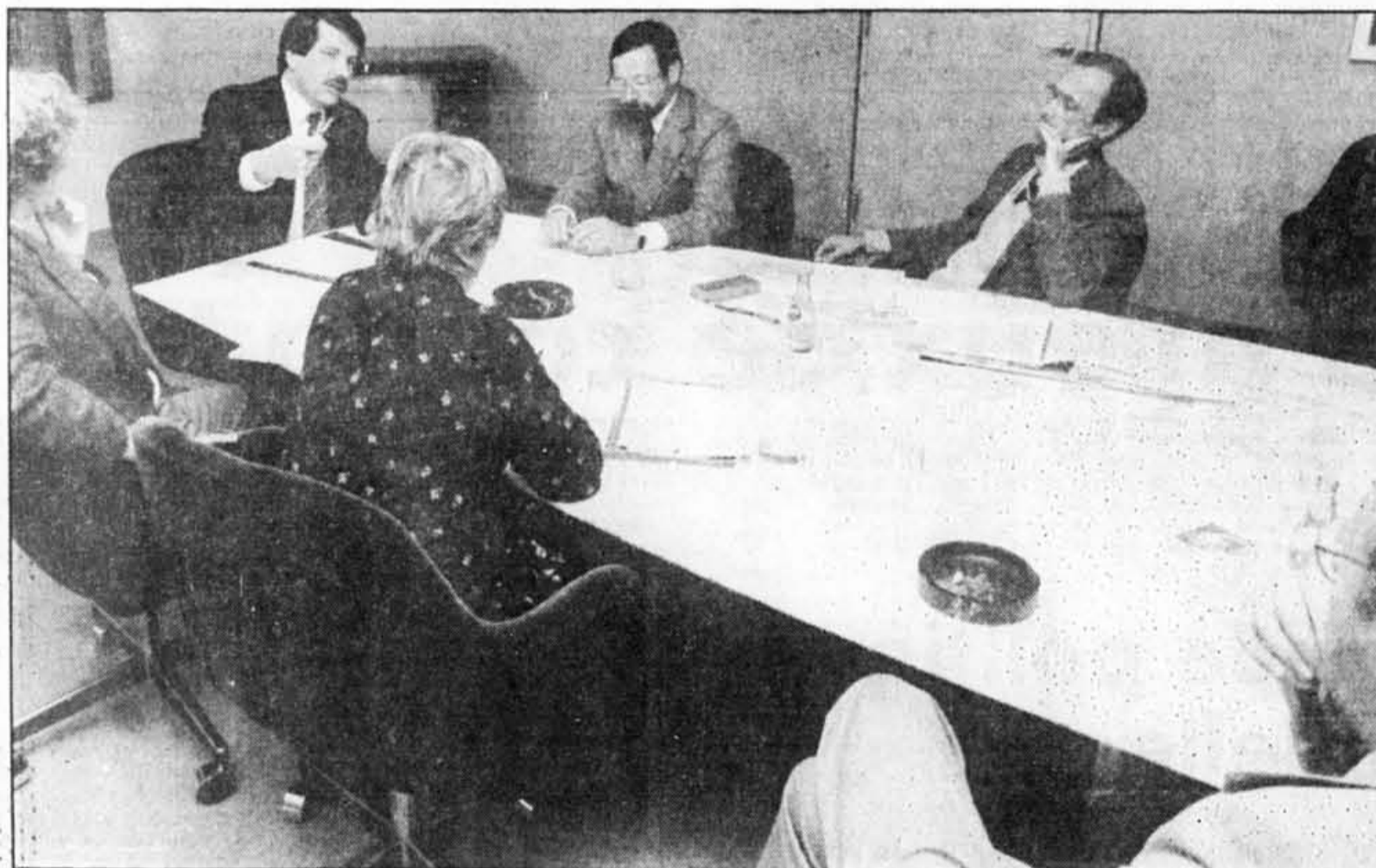


photo Michel Gravel, LA PRESSE

Jean Doré est entouré, à sa gauche, de Claude Gravel, directeur de l'information, Gilbert Lavoie, adjoint au directeur de l'information, et, à sa droite, de André Noël et Mariane Favreau, chroniqueurs aux affaires municipales, et de Gérard LeBlanc, columnist.

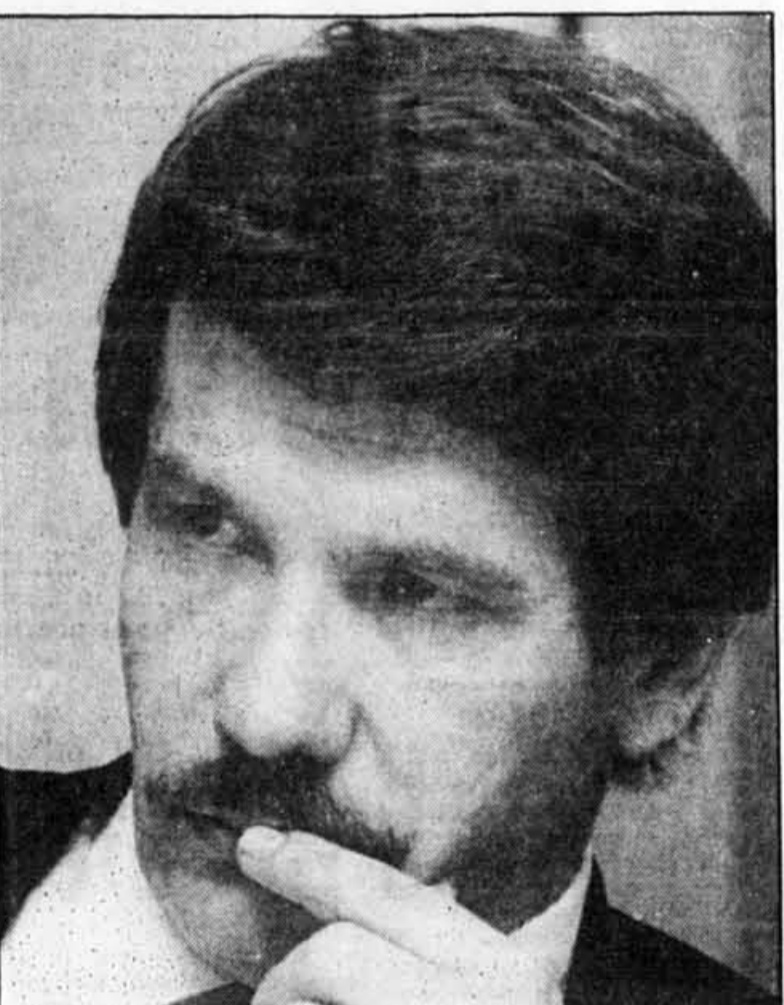


photo Michel Gravel, LA PRESSE

Jean Doré abandonne, quand on aborde certaines questions, le calme technocratique qui le caractérisait depuis le début de la campagne.

Doré ne doute pas d'une victoire éclatante

SUITE DE LA PAGE B 1

soit basée sur l'industrie de l'armement. »

Ceci dit, Jean Doré confirme avoir participé au lobby pour l'octroi du contrat d'entretien des CF-18 à Canadair. « Il y a une telle chose que d'avoir des objectifs politiques, dit-il, et une telle autre chose que d'être aussi pratique. Ils sont achetés, ces avions, ils existent, et ce sont des intercepteurs de défense.

« On n'est pas cave. Il s'agit de savoir qui va les entretenir. C'est un peu comme les frégates... il en faut pour assurer la garde côtière, défendre la zone de pêche. S'il faut se battre pour savoir où on va les faire, on va se battre pour les avoir à Montréal.

Ne doutant visiblement pas d'une victoire éclatante, demain, le chef du RCM ne redoute pas l'absence d'une opposition forte au conseil municipal, comme des sondages le laissent prévoir.

« Je suis convaincu de deux choses, dira Jean Doré là-dessus. D'abord, il va y avoir des

débats comme jamais au conseil parce qu'on va créer une structure qui le permettra, et susciter un débat public sur les questions qui concernent Montréal.

« Deuxièmement, on va faciliter le travail aux médias, assure-t-il. Et le quatrième pouvoir (comme on appelle la presse) va jouer son rôle. S'il n'y a pas de contre-poids suffisant au conseil, il va y en avoir un dans les médias. »

M. Doré refuse de dire qu'il recule sur ses intentions lorsqu'on lui rappelle sa promesse de donner accès à tous les documents de l'hôtel de ville s'il est élu. Les engagements électoraux du parti ne parlent plus, maintenant, que « d'élaborer une politique » d'information.

« On part de loin, on ne sait pas comment l'information circule à l'hôtel de ville, répond Jean Doré. Il faut élaborer un cadre de gestion des informations et nous comptons aller au-delà des simples exigences de la loi d'accès à l'information. »

Par ailleurs, M. Doré assure

qu'advenant un administration RCM à l'hôtel de ville, il donnera « la possibilité aux directeurs de service de donner de l'information aux journalistes. » Il va même plus loin: tous les fonctionnaires auraient la permission d'en faire autant. « Je ne reprocherai jamais à des fonctionnaires d'avoir pris des initiatives... On n'a rien à cacher. »

Quant au coût des engagements électoraux (les promesses) du RCM pour un premier mandat, M. Doré se refuse à les chiffrer comme ses adversaires le font.

Le chef du RCM soutient qu'il demeure fidèle au programme du parti qui donne un rôle de justice sociale aux politiques salariales des gouvernements. Il y ajoute toutefois une condition, celle « de la capacité de payer. »

Il signale aussi qu'il y aura des fonds à aller chercher aux niveaux supérieurs de gouvernement. « Les gouvernements supérieurs vont aussi avoir besoin de Montréal, vont vouloir avoir marqué le développement de Montréal. De plus, il

signale que certains engagements s'étalent sur plusieurs années.

M. Doré se dit par ailleurs déterminé à prendre les moyens nécessaires pour accroître la présence des femmes et des minorités visibles à l'hôtel de ville.

Il promet de se fixer des « objectifs mesurables » et parle même de « quotas ». « Oui, un quota étant que d'ici un certain nombre d'années, on devrait atteindre un pourcentage X par exemple de diverses communautés culturelles dans des services de première ligne aux citoyens ou comme on voudrait atteindre un certain nombre de personnes à l'intérieur des cadres inférieurs et supérieurs à la Ville de Montréal, ou comme on voudrait atteindre un certain nombre de personnes handicapées aussi. C'est ça que ça veut dire. Un programme d'accès à l'égalité n'a aucune espèce de chance de réussir, s'il n'y a pas des objectifs qui sont fixés et des moyens qu'on prend pour les atteindre. Ça prend une volonté politique et une volonté ad-

ministrative pour y arriver. »

M. Doré souhaite même que le gouvernement du Québec donne à la ville le droit de refuser de donner des contrats à des entreprises qui auraient pu « être condamnées pour pratiques discriminatoires au niveau de la charte des droits de la personne. Ça aurait été le cas par exemple dans le taxi. »

Un grand patron à choisir

Ces derniers jours, Jean Doré peaufine, avec ses collaborateurs, sa version de l'administration municipale.

Il envisage, s'il est maire, de soulager le comité exécutif, et surtout son président, de multiples tâches administratives en créant un poste de gérant ou de directeur général comme il existe dans d'autres villes. « Ce pourrait être un secrétariat général qui aurait la responsabilité de faire la coordination stratégique des services municipaux. Ce qui permettrait de dégager l'exécutif qui pourrait alors se pencher sur les objectifs et les orientations, faire de la prospective. »

Jean Doré estime qu'il est « impossible de faire de la planification stratégique sans un minimum de concertation entre les services » qui, actuellement, transitent tous par l'exécutif.

Le chef du RCM veut aussi veiller à la « responsabilisation et l'imputabilité » des chefs de service, et utiliser les techniques modernes de gestion du personnel pour motiver et accroître la productivité des fonctionnaires.

Enfin, le chef du RCM se défend bien d'avoir les mains liées par des baillères de fonds de son parti, pour ces élections. « Nous sommes extrêmement clairs. Nous n'acceptons pas d'enveloppes de \$5 000, nous respectons les limites prévues par la loi, et nous donnons des reçus. »

« Nous n'avons pris aucun engagement envers ceux qui nous ont financés. Nous sommes d'une intransigence totale à cet égard. » Le RCM passe le chapeau lors d'assemblées publiques mais n'y ramasserait que de petits montants.

SAMEDI PLUS

IL Y A 30 ANS, LA CRISE DE SUEZ

«Le Waterloo de l'Europe»



ROCH CÔTÉ

Le soir du 6 novembre 1956, 46 navires coulés, dont seules les cheminées émergent de l'eau, rendent le canal de Suez inutilisable. Tel est le fiasco le plus visible de l'opération franco-britannique entreprise quelques jours plus tôt pour reprendre possession du canal. Mais l'échec le plus lamentable ce sont la France et l'Angleterre et plus largement l'Europe de l'Ouest qui l'encassaient. Le désastre de Suez marque la fin du rôle majeur des puissances européennes au Moyen Orient et même dans le monde.

Mais tout n'est pas négatif pour tout le monde dans ce coup monté que fut l'opération franco-britannique en Égypte. Malgré le «cimetière marin» qu'est devenu «son» canal, le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, sort grandi de l'aventure. Le monde arabe compte en lui un nouveau héros.

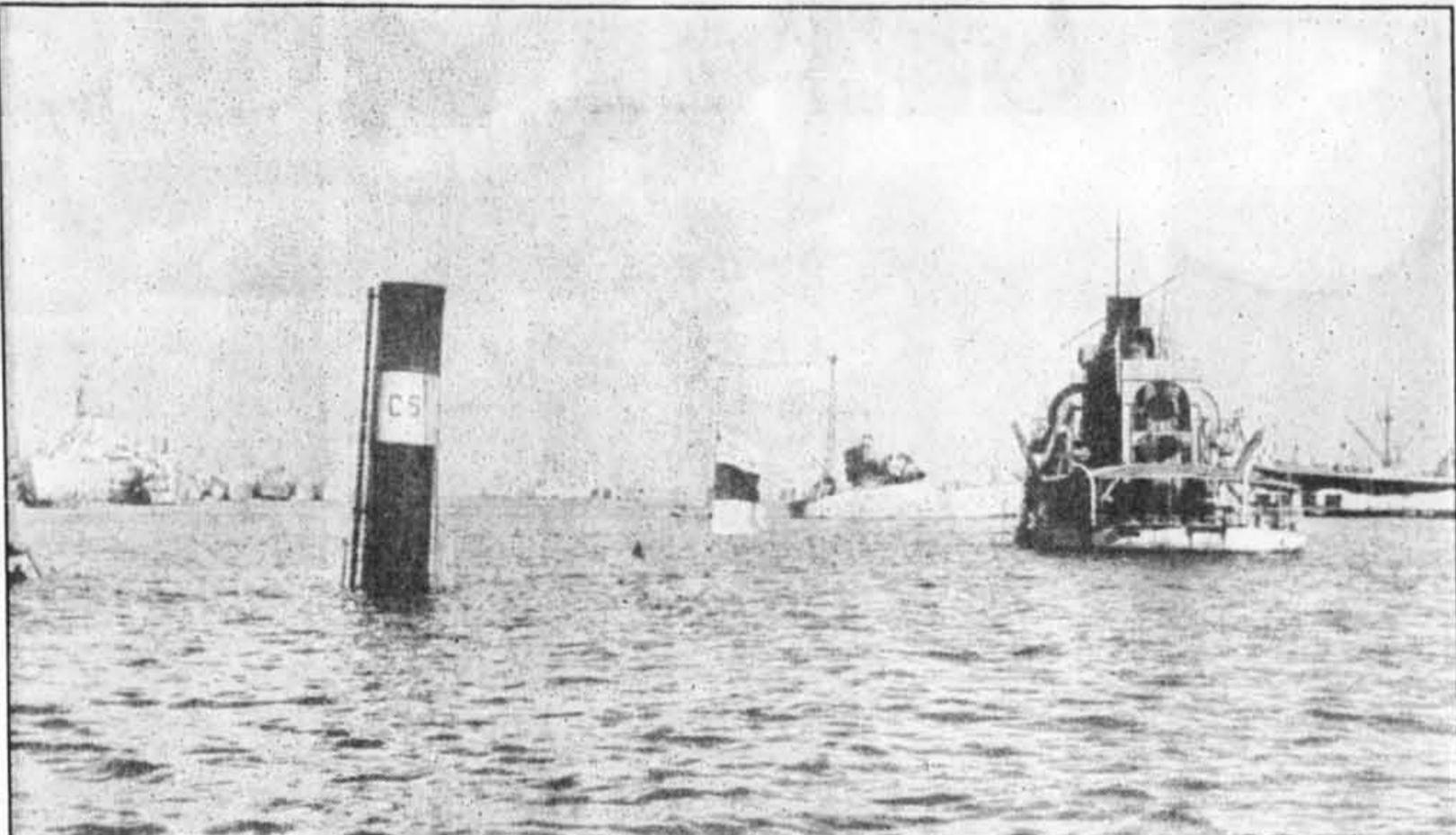
Une question d'argent

Nasser n'a pourtant pas gagné grand-chose sur le terrain. Sa puissance militaire contre la France et l'Angleterre est évidemment insignifiante. Attaqué dans le Sinaï par les troupes israéliennes qui sont de connivence avec les Français, l'armée de Nasser perd toutes ses positions.

Mais Nasser gagne l'essentiel: le canal sera égyptien.

La décision en avait été prise en juillet de la même année, au moment où le leader égyptien annonçait devant 150 000 personnes, au Caire, la nationalisation du canal de Suez.

Pourquoi nationaliser le canal? Pour une question d'argent. Dans les mois précédents, l'Égypte avait essayé de faire financer par les puissances occidentales et l'URSS la construction du barrage d'Assouan. Cet immense ouvrage était jugé essentiel à l'agriculture et à l'in-



Cette cheminée et ce drapeau sont tout ce qui reste de visible d'un navire qu'on vient de couler dans le canal de Suez.

photothèque LA PRESSE

dustrialisation du pays. Le 20 juillet 1956, Londres et Washington refusent tout financement à Nasser à qui on reproche d'avoir accepté des livraisons d'armes soviétiques.

Nasser se venge et décide d'utiliser le canal et ses revenus pour financer son projet de barrage.

«Réaction émotionnelle»

Toucher au canal de Suez, c'est viser l'orgueil et les intérêts non seulement des Britanniques mais aussi des Français. Ce canal avait été construit et financé par les Français puis administré et défendu par les Anglais. Il constitue une route essentielle pour le pétrole. Que Nasser fasse sien ce voie maritime internationale, c'est une sorte d'affront. Paris a dans cette affaire une susceptibilité d'autant plus grande que Nasser est considéré comme le principal soutien des forces na-

tionnalistes algériennes en guerre contre la France.

Dans ses Mémoires, Raymond Aron, chroniqueur politique, explique ainsi la réaction franco-britannique au geste de Nasser: «La réaction émotionnelle au défi nassérien influa davantage sur les délibérations du cabinet britannique et sur celles du gouvernement Guy Mollet que le calcul politique. Anglais et Français ne voulaient pas, ne devaient pas souffrir un tel camouflet.»

En août et septembre 56, une intense activité diplomatique règne dans les capitales occidentales. La France de Guy Mollet et l'Angleterre d'Anthony Eden ont le doigt sur la détente mais les États-Unis, soucieux de ne pas provoquer d'intervention soviétique au Moyen Orient, prônent la modération.

Mais la diplomatie, menée

surtout par l'Américain John Foster Dulles, échoue. Anglais et Français fourbissent les armes et font entrer dans le décor un troisième larron: Israël.

Un plan machiavélique

Le trio concocte le plan suivant. Israël attaquerait les forces égyptiennes dans le Sinaï, assez vigoureusement pour justifier une intervention extérieure. Paris et Londres lanceraient un ultimatum aux belligérants. Israël accepterait mais l'Égypte, attaquée sur son territoire, ne pourrait accepter. C'est à ce moment que les forces franco-britanniques, rassemblées à Chypre, interviendraient contre les Égyptiens et reprendraient possession du canal.

Ça a failli marcher. Du côté israélien, pas de problème. Le 29 octobre 1956, bien armés par les Français, les Israéliens déclenchent les hostilités sur

un large front. La défense égyptienne cède partout. Le 30, Paris et Londres entrent en scène comme prévu et lancent leur ultimatum. Les deux capitales estiment que le conflit dans le Sinaï menace le canal de Suez et que les belligérants doivent déposer les armes dans les 12 heures. Israël, qui connaît bien son rôle, accepte. L'Égypte, qui joue son rôle sans le savoir, refuse.

Enfin l'acte final: le 31, les forces franco-britanniques stationnées à Chypre commencent le bombardement des aéroports égyptiens. Leur attaque se poursuivra les jours suivants par le débarquement de 7000 soldats, premier contingent de ce qui doit devenir la force d'occupation de l'ensemble de la zone du canal de Suez.

L'imprévu

Mais le plan franco-anglo-is-

raélien n'a pas tout prévu. Il a sous-estimé, entre autres, les réactions américaines et soviétiques. Car les Américains sont furieux. Eisenhower, qui est en pleine campagne électorale, n'a jamais voulu de cette aventure militaire et loin de soutenir ses alliés, il se joint au camp de ceux qui, aux Nations-Unies, condamnent l'intervention franco-britannique.

Boulganie, se son côté, menace d'utiliser ses missiles contre la Grande-Bretagne, la France et Israël. Une épreuve de force majeure entre grandes puissances se profile. Nasser, jamais à court de discours enflammés, répète à la radio «que la troisième guerre mondiale a commencé».

Les choses tournent mal. Même la livre sterling chute sur les marchés. Eisenhower donne 12 heures aux Anglo-Français pour cesser-le-feu. Ils n'ont guère le choix et abandonnent finalement leur expédition le 7 novembre, au moment où leurs troupes prennent la route du canal.

L'expédition franco-britannique se sera, en fin de compte, retournée contre ses instigateurs. Un député conservateur britannique, Julian Amery, qui avait suivi de près la crise de 1956, a récemment écrit dans le Sunday Telegraph: «Deux guerres mondiales avaient déjà gravement affaibli l'influence de l'Europe dans le monde. La défaite infligée par les États-Unis à la Grande-Bretagne et à la France à Suez a marqué la fin de l'Europe en tant qu'arbitre des affaires internationales. Ce fut vraiment le Waterloo de l'Europe.»

Ces propos rejoignent ceux de Raymond Aron. Faisant le lien avec l'affaire hongroise, qui se déroulait au même moment que la crise de Suez, il conclut: «La connivence des Grands m'appartait pour ainsi dire évidente. Chacun des deux avait rappelé à l'ordre ses satellites ou alliés... Les «démocraties populaires» de l'Est européen ne pouvaient compter sur aucune aide extérieure; les démocraties européennes, ex-grandes puissances, ne gardaient plus les moyens de recourir à la force sans l'agrément des États-Unis.»

Le Chine et le Japon cherchent à mieux se connaître

TOKYO — La visite en Chine ce week-end du Premier ministre japonais, sa deuxième en quatre ans de pouvoir, souligne l'importance qu'attachent les deux voisins à mieux se connaître.

LILLIAN GINOZA

collaboration spéciale

Le motif officiel du déplacement — assister aux cérémonies marquant le début des travaux d'un centre sino-japonais pour la jeunesse, projet financé par le Japon — symbolise en effet l'intérêt mutuel. Car les deux géants d'Asie sont conscients qu'en améliorant leurs relations aujourd'hui ils préparent chacun leur avenir.

Pour la Chine il s'agit de moderniser, et pour cela elle a besoin du Japon, de ses capitaux, sa technologie, ses produits et conseils.

Pour le Japon, nation d'exportateurs, la Chine représente d'abord un immense marché dont le potentiel commence tout juste à être sondé. Déjà elle figure en seconde place après les États-Unis pour le montant des importations de produits nippons. Pour l'année 1985, le Japon a réussi à écouler \$12,5 milliards de marchandises aux Chinois, comparé à \$65 milliards aux Américains — ou \$4,5 milliards aux Canadiens.

Montée du yen

L'abrupte montée du yen, qui en un an a grimpé de 40 pour cent par rapport au dollar, ainsi que la persistance de ses différends économiques avec l'Ouest, ont récemment forcé le Japon à réexaminer ses possibilités d'investissement et de commerce en Asie.

Selon certains analystes, il existe des indications que Tokyo chercherait d'ores et déjà à se servir de sa dépendance commerciale des États-Unis, mouvement qui pourrait s'accélérer avec les résultats des élections américaines du 4 novembre. En effet, le meilleur garant contre le protectionnisme — l'influence personnelle du président Reagan — vient

d'en prendre un sérieux coup.

Récemment le puissant ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI) a publié un rapport recommandant le renforcement de l'investissement en Asie et une répartition régionale du travail comme stratégies à suivre par l'industrie japonaise à l'avenir. La Chine, si elle continue sur la voie du développement rapide, pourrait éventuellement être un des grands bénéficiaires d'un tel mouvement.

Sensibilité de la Chine

Mais les rapports Chine-Japon ne vont pas sans accroc. D'abord, il y a la sensibilité de la Chine, autrefois envahie et sous le joug de son voisin.

La Chine n'est pas près d'oublier comment le Japon, en même temps que les puissances occidentales, a contribué durant la deuxième moitié du XIX^e siècle à l'ouverture forcée du pays, son démembrement et colonisation.

En 1894, à la suite de la guerre sino-japonaise, la Chine perd Taiwan au profit du Japon. A peine 50 ans plus tard elle lui cède la Mandchourie, région du nord-est, riche en ressources dont l'industrie japonaise a besoin.

L'invasion de l'armée impériale, qui commence en 1931 et dure jusqu'en 1945, laisse des séquelles qui resurgissent encore aujourd'hui sous forme d'incidents diplomatiques et manifestations, du côté chinois, et semblent parfois indiquer les limites du rapprochement économique.

En septembre 1985, lors de l'anniversaire d'incident mandchourien — lorsque les troupes japonaises tirèrent sur leurs propres hommes pour fournir un prétexte d'invasion de la Mandchourie — des manifestants anti-japonais sont descendus dans les rues de Pékin. Ils protestaient contre la visite le mois avant du Premier ministre Nakasone à Yasukuni, sanctuaire Shinto en plein Tokyo où sont honorés des soldats morts pour la patrie — y compris un certain nombre



Yasuhiro Nakasone entreprend un deuxième voyage en Chine.

photothèque LA PRESSE

condamnés comme criminels de guerre.

Ce sont les manifestants qui ont finalement eu raison de Nakasone, car cette année il a annulé sa visite au sanctuaire, renonçant ainsi à son vœu de renouer avec une tradition qu'aucun premier ministre japonais n'avait osé invoquer depuis la fin de la guerre.

Mais outre les offenses à la dignité nationale chinoise, des différends économiques pourraient nuire à la volonté de coopération des deux pays à l'avenir.

Le déficit

D'abord: le déficit. La plainte principale de la Chine contre son plus important partenaire commercial est la même qu'ont tous ceux qui font du business avec le Japon. Celui-ci vous submerge de ses produits mais n'en veut pas des vôtres.

En 1982, la balance commerciale favorisait encore la Chine, qui est légèrement excédentaire. L'année suivante les deux pays sont plutôt à égalité. Mais en 1984, année du décollage

chinois (croissance de 14 pour cent) le Japon émerge avec un excédent de \$1,2 milliard. L'année d'après ce montant s'élève à presque \$6 milliards. Cette année le déficit chinois baissera, non pas parce que Pékin aura réussi par quelque miracle à pénétrer le marché japonais, mais parce que, à court de cash, les Chinois ont arrêté momentanément d'acheter.

Aux griefs chinois les Japonais ne voient point de remède dans l'immédiat. Selon les officiels du MITI, le déficit serait amené même à s'aggraver au fur et à mesure que la Chine poursuit sa modernisation. Ceci parce que les Chinois sont demandeurs de machines, machines-outils, automobiles et produits électroniques, alors que le Japon importe principalement pétrole et charbon, pour lesquels des économies d'énergie réduisent progressivement la demande.

Problèmes de qualité

Selon l'Association pour l'économie et le commerce Ja-

pon-Chine, les Chinois ont encore des progrès à faire quant à la qualité et la livraison à temps de leurs produits.

«Ils se sont récemment aperçus qu'ils avaient de graves problèmes», explique un officiel de l'association. Pour lui, la Chine n'est pas encore un partenaire fiable. «Ils ont encore beaucoup de mal à livrer la marchandise commandée au temps voulu», pense-t-il. Mis en cause sont «leurs chemins de fer, routes, ports, navires, tout». Bref, de sérieuses déficiences dans l'infrastructure qui ne disparaîtront pas du jour au lendemain.

Mais si la Chine risque d'être frustrée dans l'évolution de sa balance commerciale avec le Japon, elle espère obtenir une augmentation du niveau d'investissement. Car le Japon accapare 33 pour cent du marché chinois, mais ne contribue que pour 6 pour cent des investissements directs, en quatrième position derrière Hong Kong, les États-Unis et l'Europe occidentale.

Selon l'Association pour l'économie et le commerce Japon-Chine, l'investissement japonais s'est jusqu'à présent confiné pour la plupart au secteur des services, genre hôtels et restaurants, ou aux petites entreprises, tels des fabricants de chaussures. Les grandes industries continuent encore de boudier la Chine, faute de garanties sur l'investissement.

Pays communiste

«Le cadre légal protégeant l'investissement qu'on trouve partout ailleurs n'existe pas en Chine, qui reste malgré tout un pays communiste», explique un analyste. Autre problème de taille, les restrictions par le gouvernement sur l'utilisation des devises, ce qui peut compromettre le marché même de l'entreprise. Un exemple cité par la presse ici concerne le «joint venture» Beijing-Jeep Company (American Motors et la Chine) qui a dû suspendre sa production cette année faute de devises pour acheter à l'étranger de l'équipement nécessaire.

Tant que les grandes entreprises japonaises ne sont pas incitées à s'installer en Chine, il y a peu de chance pour que s'effectue le transfert de technologies dont la Chine a tant besoin.

Ce sont de tels sujets qui figureront à l'ordre du jour des conversations que tiendront Nakasone et les leaders chinois ce week-end.

Même si l'enthousiasme initial du Japon pour le programme de modernisation de la Chine a quelque peu diminué, les milieux économiques s'accordent pour reconnaître le potentiel du marché chinois et admettent la volonté des Chinois d'apprendre.

«Ils manifestent une grande curiosité pour les systèmes étrangers, qu'ils sont d'ailleurs en train d'étudier», dit l'officiel de l'Association pour l'économie et le commerce Japon-Chine. Quant aux progrès économiques, «nous y constatons une amélioration d'année en année», conclut-il.

CLINIQUE

ZERO BASE

Pour un teint lumineux, le jour comme le soir

Le maquillage multi-protecteur Zero Base de «Clinique» est un liquide incolore, nacré qui donne l'éclat à votre visage. Utilisez-le **sous votre fond de teint** pour préparer, tonifier et améliorer la texture de votre épiderme. Utilisez-le **sur votre fond de teint** pour aviver votre peau et lui donner des reflets spéciaux. Mettez-en quelques touches aux tempes, ou juste sous les sourcils et retrouvez un visage plus frais. Maquillage multi-protection Zero Base, 40 mL. \$26 ch.



Récompense Géniale de Clinique... une prime pour vous

Offerte avec tout achat de \$12 ou plus de produits «Clinique» à la Baie. La prime inclut: **Poudre pour le visage**, 4 g. Un petit génie qui lisse votre teint. **Pinceau à poudre**. Pour appliquer la poudre parfaitement. **Savon doux pour le visage**, 40 g. Nettoie la peau sans la dessécher. **Mascara noir brillant**, 3 g. Illumine et rehausse votre regard. **Rouge à lèvres hydratant**. Onctueux et tenace. **Emulsion hydratante Tellement différente**, 15 mL. La fameuse «Palme d'Or» de «Clinique» pour tous les types de peau. Une prime par cliente. Offre en vigueur jusqu'au 15 novembre 1986.

Quantité au Québec: 17.280
Produits de beauté, rayon 240.

